



2022

Rapport financier

Deuxième trimestre

30 septembre 2021



Sommaire

Perspectives économiques canadiennes

À mesure que le nombre total de nouveaux cas de COVID-19 diminue, la situation sanitaire s'améliore, et ce, particulièrement au Canada. Les restrictions économiques imposées par les autorités sanitaires devraient être minimales maintenant que 74 % de la population est pleinement vaccinée¹ et que des doses de rappel ont commencé à être administrées. Malgré ces améliorations, l'économie canadienne continue d'être mise à rude épreuve par l'incidence négative persistante de la pandémie.

L'économie canadienne a connu des difficultés au printemps alors que sévissait la troisième vague d'infections de COVID-19. Le PIB a reculé à un taux annualisé de 1,1 % entre le premier et le deuxième trimestre, en raison d'un ralentissement des exportations et des investissements résidentiels.

Le début du troisième trimestre de l'année civile a été difficile. L'activité économique a perdu du terrain en juillet, alors que le PIB a diminué de 0,1 %. Le PIB a par la suite augmenté de 0,4 % en août et les premières estimations suggèrent qu'il était pratiquement inchangé en septembre. L'économie a atteint en août un niveau correspondant à 98,6 % de son niveau d'avant la pandémie.

La majorité des restrictions sanitaires ont été levées à l'été 2021, ce qui a entraîné la réouverture de l'économie canadienne et la reprise de l'activité économique pour les secteurs des services à grand contact, qui ont été les plus touchés par les confinements et dont la reprise présente encore un potentiel de croissance. Parmi ces secteurs, mentionnons les services d'hébergement et de restauration, dont l'activité économique a augmenté de 7,0 % en août par rapport à juillet, alors que celle des arts, du divertissement et des loisirs a augmenté de 6,4 %.

Alors que la reprise se poursuit dans ces secteurs, d'autres secteurs importants de l'économie sont entrés dans une phase de maturité dans le cycle de la reprise. Les entreprises canadiennes continueront à faire face à une forte demande, et le retour à la normale est enclenché.

Les consommateurs ont commencé à réaffecter leurs budgets aux achats de services plutôt qu'aux achats de biens, et les réouvertures de cet été ont permis à de nombreux Canadiens de voyager et de réduire leurs dépenses relatives aux projets de rénovation résidentielle.

L'activité de revente immobilière a entraîné une forte reprise au début de 2021, mais les ventes résidentielles ont reculé tous les mois depuis mars en raison de l'offre limitée. Le secteur affiche donc une croissance négative alors que le marché ralentit, mais le niveau d'activité demeure plus élevé qu'avant la crise.

Le taux d'emploi a augmenté au troisième trimestre, alors que plus de 341 000 emplois ont été créés. L'emploi a maintenant pleinement retrouvé son niveau d'avant la crise. Le taux de chômage national a légèrement fléchi pour atteindre 6,9 % en septembre. Cependant, la pénurie de main-d'œuvre s'est intensifiée dans de nombreuses provinces et de nombreux secteurs – 805 525 emplois restaient vacants en juillet 2021.

La pénurie de main-d'œuvre limitera la poursuite de la croissance, les entreprises étant forcées de faire des choix difficiles, notamment celui de restreindre leurs heures d'ouverture.

De plus, la rareté des ressources et les problèmes d'approvisionnement continuent de s'accumuler. Les difficultés au chapitre des livraisons et le décalage entre l'offre et la forte demande pour certains produits et travailleurs provoqué par la pandémie exercent une pression de plus en plus forte sur les coûts de production. L'inflation a atteint 4,4 % en septembre en raison de l'effet de base, mais elle pourrait par conséquent continuer de dépasser la fourchette cible de la Banque du Canada l'année prochaine.

¹ Au 28 octobre 2021



L'économie canadienne devrait croître de 5,2 % cette année malgré la rareté des ressources productives, notamment la main-d'œuvre, ce qui influera sur la croissance dans les prochains mois. Le bilan des ménages et des entreprises est solide et soutiendra la pleine reprise de l'économie jusqu'à ce qu'elle atteigne son niveau d'avant la pandémie au premier semestre de 2022.

Secteurs d'activité

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC).

Au troisième trimestre de l'exercice 2021, BDC a apporté des changements mineurs à sa structure de présentation de l'information financière afin de l'harmoniser davantage avec les services qu'elle offre, changements qui ont été appliqués de manière rétrospective. Par conséquent, Investissement de croissance et Financement sur actifs de propriété intellectuelle, qui étaient auparavant compris dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise, sont maintenant présentés dans le secteur Capital de risque. De plus, la division Technologies propres est maintenant incluse dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital (PIC), auparavant appelé Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR). De ce fait, le secteur PIC comprend maintenant le Plan d'action pour le capital de risque (PACR), l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), la division Technologies propres et le Fonds de croissance autochtone, quatre programmes gouvernementaux gérés par BDC. Se reporter à la note 11, *Informations sectorielles*, et à la note 14, *Informations comparatives*, des états financiers consolidés pour obtenir les renseignements complets.

Activités

BDC cherche à favoriser la compétitivité, la prospérité et l'inclusivité au Canada en aidant les entrepreneurs à bâtir des entreprises résilientes et florissantes.

Un élément clé de notre mission à titre de banque de développement consiste à assurer que les PME viables ont accès au crédit dont elles ont besoin en période difficile. Pendant la pandémie de COVID-19, BDC a soutenu des milliers d'entrepreneurs supplémentaires en leur fournissant un accès à des capitaux et aux conseils dont ils avaient urgemment besoin en complément des autres programmes offerts par le gouvernement grâce à diverses mesures d'allègement. Ces mesures comprennent le Programme de crédit aux entreprises (PCE) et le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT), offerts en collaboration avec des banques canadiennes et des coopératives de crédit, ainsi que des mesures offertes directement par BDC. Toutes ces mesures ont été regroupées et font partie du Programme d'accès au crédit (PAC) afin de distinguer ces mesures des principales activités de BDC.

Les résultats au titre des principaux secteurs sont générés par les activités des secteurs Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque et Programmes incitatifs pour le capital, tandis que les résultats du secteur PAC découlent des mesures gouvernementales, notamment les initiatives de BDC liées à la COVID-19.

Principales activités

La demande pour le secteur Financement est forte alors que l'économie poursuit sa reprise après avoir subi les répercussions de la pandémie de COVID-19, ce qui indique que les entrepreneurs sont prêts à investir pour soutenir leur croissance. Les clients de Financement ont accepté un total de 2,1 milliards de dollars de prêts pour le deuxième trimestre et de 4,8 milliards de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2022, comparativement à respectivement 1,3 milliard de dollars et 2,2 milliards de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Avec la fin des programmes d'aide de BDC liés à la COVID-19 au chapitre des fonds de roulement le 30 juin 2021, le volume d'activités a été réorienté du secteur PAC vers le secteur Financement. Le portefeuille de prêts du secteur Financement², compte non tenu des prêts du PAC, atteignait 28,9 milliards de dollars au 30 septembre 2021.

² Déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.



Alors que les entrepreneurs ont commencé à se concentrer sur la croissance et l'innovation, Services-Conseils a renoué avec son niveau d'activité d'avant la pandémie après le ralentissement de l'année dernière attribuable à la pandémie. Services-conseils a conclu la signature de contrats nets d'une valeur de 7,2 millions de dollars au deuxième trimestre et de 16,2 millions de dollars pour le semestre, une augmentation comparativement à respectivement 1,8 million de dollars et 3,8 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les produits ont également augmenté, totalisant 6,5 millions de dollars au deuxième trimestre et 13,5 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, soit une hausse de 52,6 % et 62,4 % par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les clients de Capital de croissance et transfert d'entreprise ont accepté un total de 125,8 millions de dollars de prêts au deuxième trimestre et de 270,0 millions de dollars pour le semestre, comparativement à respectivement 30,5 millions de dollars et 70,1 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les activités de ce secteur avaient été réorientées vers le PAC pour répondre aux besoins de fonds de roulement des entrepreneurs pendant la pandémie. Ces programmes ont pris fin le 30 juin 2021 lorsque les clients ont repris leurs activités normales et que la demande de financement en matière de croissance et de transfert d'entreprise a augmenté, laquelle devrait rester forte dans les mois à venir.

Au deuxième trimestre et pour le premier semestre de l'exercice 2022, les autorisations de Capital de risque ont été solides, totalisant respectivement 119,4 millions de dollars et 219,2 millions de dollars contre 32,2 millions de dollars et 126,8 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. L'augmentation des autorisations s'explique principalement par une augmentation des investissements de croissance de respectivement 25,6 millions de dollars et 42,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre et le semestre, et par une augmentation des investissements indirects qui ont atteint respectivement 73,1 millions de dollars et 94,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre et pour le semestre.

Les autorisations de PIC ont totalisé respectivement 39,0 millions de dollars et 66,3 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2022, contre respectivement 34,3 millions de dollars et 81,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le volume d'autorisations pour l'exercice 2022 était attribuable à la division Technologies propres, ses engagements s'élevant à ce jour à 434,0 millions de dollars sur une enveloppe totale de 600,0 millions de dollars. À ce jour, les montants engagés au titre du PACR totalisent 380,3 millions de dollars sur une enveloppe totale de 390,0 millions de dollars et les montants engagés au titre de l'ICCR totalisent 365,2 millions de dollars sur une enveloppe totale de 371,0 millions de dollars. Les deux enveloppes ont été entièrement engagées à l'exercice 2021. PIC comprend également une enveloppe de 100,0 millions de dollars pour le Fonds de croissance autochtone.

Programme d'accès au crédit (PAC)

Alors que des mesures de confinement étaient imposées au printemps 2020 et étaient maintenues en 2021, les entrepreneurs ont éprouvé de graves problèmes de flux de trésorerie et un besoin urgent de capitaux. BDC a atténué l'effet de la pandémie en augmentant considérablement son soutien aux entrepreneurs et en modifiant les critères d'admissibilité afin de pouvoir répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'entrepreneurs.

Toutes nos mesures relatives à la COVID-19 sont regroupées sous le secteur PAC, qui comprend les programmes gouvernementaux, et sont offertes directement par nous ou en collaboration avec les banques canadiennes et les coopératives de crédit.

Initiatives mises en œuvre directement par BDC

En réponse à la crise de la COVID-19, BDC a lancé des initiatives de grande envergure, notamment celles liées aux demandes de prêts en ligne, aux prêts de fonds de roulement et aux financements relais.

À l'égard des demandes de prêts en ligne, nous avons relevé le seuil du risque de crédit et réduit la tarification. À l'égard des entreprises admissibles, nous avons offert des prêts de fonds de roulement, jusqu'à concurrence de 2 millions de dollars, assortis de modalités souples, comme le report jusqu'à six mois du remboursement du capital. Ces deux mesures ont pris fin le 30 juin 2021.



Afin de soutenir le marché du capital de risque au Canada, BDC a mis en place le Programme financement relais. Ce programme d'octroi de financement équivalent sous forme de billets convertibles vise à accroître le financement par capital de risque offert aux entreprises ayant essuyé d'importants revers en raison de la pandémie. En vertu du programme, BDC accorde un financement jusqu'à concurrence de 100 % des contributions de syndicats d'investisseurs privés qui ont organisé des rondes de financement d'au moins 250 000 \$ depuis le 1^{er} février 2020.

Mesures offertes en collaboration avec les banques canadiennes et les coopératives de crédit

Programme de crédit aux entreprises

Le programme de crédit aux entreprises (PCE) répond, dans le cadre d'une approche de collaboration, aux besoins financiers des entrepreneurs pendant la pandémie. BDC offre avec sa collaboration un soutien rapide aux entreprises canadiennes financièrement viables de tous les secteurs et de toutes les régions. Nos efforts, conjugués à une série d'autres mesures d'allègement du gouvernement fédéral, visaient à combler les lacunes sur le marché en matière d'accès au financement pour les entrepreneurs touchés par la pandémie. Le PCE comprend le programme de prêts conjoints et le programme de financement pour les moyennes entreprises.

Pour les entreprises de taille moyenne dont les besoins de financement dépassent le montant des prêts offerts par l'entremise d'autres mesures du PCE et de mesures prises directement par BDC, le programme de financement pour les moyennes entreprises donne accès à du crédit additionnel pour compléter les facilités de crédit actuelles des entreprises, et BDC travaillera étroitement avec leurs prêteurs principaux. Un aspect du programme cible tout particulièrement le secteur du pétrole et du gaz afin de faciliter l'accès au soutien à l'intention des producteurs, entreprises de services pétroliers et fournisseurs de services intermédiaires admissibles. Ces prêts commerciaux, sous forme de prêts subordonnés, se situeront entre 12,5 millions de dollars et 60,0 millions de dollars chacun. Une tranche de 90 % du montant total sera fournie par BDC et une tranche de 10 %, par l'institution financière principale de l'entreprise.

Par l'entremise du Programme de cofinancement, BDC répond aux besoins en matière de flux de trésorerie opérationnels des PME en leur accordant des prêts, conjointement avec des banques canadiennes et des coopératives de crédit. En vertu du programme de prêts conjoints, les entreprises admissibles peuvent obtenir des montants de crédit supplémentaire jusqu'à concurrence de 12,5 millions de dollars, dont une tranche de 80 % sera fournie par BDC, et la tranche de 20 % restante, par l'institution financière principale de l'entreprise.

Programme de crédit pour les secteurs très touchés

Dans son Énoncé économique de l'automne 2020, le gouvernement fédéral a annoncé un nouveau programme visant à fournir des liquidités additionnelles aux entreprises des secteurs les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19, comme le tourisme, l'hébergement, les arts et la culture ainsi que le secteur de l'aviation. En vertu du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT), les institutions financières fourniront aux entreprises admissibles des prêts allant jusqu'à 1 million de dollars. Ces prêts à faible taux d'intérêt seront garantis à 100 % par BDC et seront assortis de périodes prolongées de remboursement pouvant atteindre 10 ans. Aux termes de ce programme, BDC consentira également des prêts directement à ses clients admissibles.

La valeur des acceptations et des autorisations d'investissements se rapportant aux initiatives du PAC, sauf les garanties émises dans le cadre du PCSTT, a atteint 37,5 millions de dollars au deuxième trimestre et 249,7 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2022 contre respectivement 0,8 milliard de dollars et 3,0 milliards de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les acceptations de garanties émises dans le cadre du PCSTT se sont élevées à 832,6 millions de dollars pour le trimestre et à 2,1 milliards de dollars pour le semestre comparativement à néant pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Au 30 septembre 2021, la valeur comptable du portefeuille de prêts et d'investissements du PAC s'établissait à 3,3 milliards de dollars.



Sommaire des résultats financiers

La pandémie de COVID-19 a considérablement perturbé les activités des entreprises et a exacerbé l'incertitude économique, nuisant à l'activité commerciale à l'échelle mondiale et contribuant à l'importante volatilité ambiante de même qu'aux replis des marchés financiers mondiaux.

Toutefois, l'économie dans son ensemble a progressivement commencé à se redresser au cours de l'exercice 2021 et pour l'exercice 2022 et, par conséquent, le résultat net consolidé a augmenté.

BDC a affiché un résultat net consolidé de respectivement 879,4 millions de dollars et 1,7 milliard de dollars pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2022, soit un résultat net de respectivement 896,0 millions de dollars et 1,8 milliard de dollars attribuable à ses principaux secteurs et une perte nette de respectivement 16,6 millions de dollars et 53,4 millions de dollars attribuable au PAC. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net de 132,4 millions de dollars et de la perte nette de 6,6 millions de dollars affichés pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit un résultat net de 197,5 millions de dollars attribuable à ses principaux secteurs et une perte nette de 65,1 millions de dollars attribuable au PAC pour le trimestre, et un résultat net de 245,1 millions de dollars attribuable à ses principaux secteurs et une perte nette de 251,7 millions de dollars attribuable au PAC pour le semestre. Les résultats plus élevés s'expliquent principalement par la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues en raison des renversements de la dotation à la provision dans le portefeuille de prêts productifs en raison de l'amélioration des facteurs macroéconomiques et par une hausse de la plus-value nette de la juste valeur sur le portefeuille de placements.

Un dividende de 735,0 millions de dollars a été versé en juin 2021 à notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC est la banque des entrepreneurs canadiens. Elle a pour objectif de soutenir les petites et moyennes entreprises de tous les secteurs et à toutes les étapes de leur croissance. Que les propriétaires d'entreprises veuillent intégrer de nouveaux marchés, rendre leurs activités plus efficaces, acquérir une nouvelle entreprise ou tout ce qui se situe entre les deux, BDC offre un accès à du financement, ainsi que des services-conseils pour répondre à leurs besoins. BDC Capital, la division d'investissement de BDC, propose une vaste gamme de solutions de capital de risque.



Table des matières

Rapport de gestion	9
Contexte du rapport financier trimestriel	9
Gestion du risque	9
Analyse des résultats financiers.....	10
États financiers consolidés	21

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

Le rapport de gestion présente les différentes activités et initiatives, les risques et les résultats financiers de la Banque de développement du Canada (BDC) pour le semestre terminé le 30 septembre 2021. Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport, qui ont été établis conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Cette analyse doit être également lue en parallèle avec le Rapport annuel 2021 de BDC. Cependant, à la date de publication du présent rapport trimestriel, le Rapport annuel 2021 de BDC n'a pas été déposé au Parlement. Jusqu'à cette date, BDC n'est pas en mesure de fournir le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'énoncé sur l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

La pandémie de COVID-19 a eu des incidences défavorables sur l'environnement économique, créant de l'incertitude économique et des difficultés pour de nombreuses PME. Étant donné son mandat et son rôle en tant que banque de développement, BDC a mis en place un certain nombre de programmes afin de soutenir les entreprises pendant cette période difficile et a constaté une augmentation considérable de la demande visant ses programmes de financement et de soutien. Ces programmes mis en œuvre par BDC à la demande du gouvernement rendent possible le déploiement de liquidités supplémentaires en vue de soutenir les entreprises canadiennes et les entrepreneurs ayant subi les contrechocs de la pandémie de COVID-19.



Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit (PAC), un nouveau secteur créé à l'exercice 2021 pour renforcer les initiatives gouvernementales, notamment les mesures liées à la COVID-19.

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Résultat (perte) net consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Financement	234,3	208,7	653,7	129,7
Services-conseils	(10,3)	(11,7)	(20,2)	(19,0)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	70,9	(19,4)	84,7	(9,9)
Capital de risque	511,3	44,5	745,3	115,3
Programmes incitatifs pour le capital	89,8	(24,6)	294,6	29,0
Résultat net au titre des principaux secteurs	896,0	197,5	1 758,1	245,1
Programme d'accès au crédit	(16,6)	(65,1)	(53,4)	(251,7)
Résultat (perte) net	879,4	132,4	1 704,7	(6,6)
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	850,3	131,5	1 676,0	(9,5)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	29,1	0,9	28,7	2,9
Résultat (perte) net	879,4	132,4	1 704,7	(6,6)

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2021, BDC a dégagé un résultat net consolidé de 879,4 millions de dollars, soit un résultat net de 850,3 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 29,1 millions de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le résultat net consolidé de 132,4 millions de dollars comprenait un résultat net de 131,5 millions de dollars attribuable à l'actionnaire de BDC et un résultat net de 0,9 million de dollars, aux participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net consolidé au titre des principaux secteurs de BDC s'est établi à 896,0 millions de dollars, comparativement à 197,5 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.



Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, BDC a dégagé un résultat net consolidé de 1,7 milliard de dollars, comparativement à une perte nette de 6,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat net au titre des principaux secteurs s'explique principalement par la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues au titre du secteur Financement du fait surtout des renversements de la dotation à la provision sur les prêts productifs et par l'augmentation de la plus-value latente sur les placements des secteurs Capital de risque et Programmes incitatifs pour le capital. Les résultats du PAC ont également été touchés positivement par la diminution de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues et des charges opérationnelles et administratives.

Résultat global consolidé

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
(en millions de dollars)				
Résultat (perte) net	879,4	132,4	1 704,7	(6,6)
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	(2,5)	(2,5)	(5,3)	6,7
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(0,2)	(0,4)	(0,5)	(0,6)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2,7)	(2,9)	(5,8)	6,1
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	97,4	(11,0)	115,9	(412,9)
Autres éléments du résultat global	94,7	(13,9)	110,1	(406,8)
Résultat (perte) global total	974,1	118,5	1 814,8	(413,4)
Résultat (perte) global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	945,0	117,6	1 786,1	(416,3)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	29,1	0,9	28,7	2,9
Résultat (perte) global total	974,1	118,5	1 814,8	(413,4)

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une volatilité en raison des fluctuations du marché.



Pour le deuxième trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021, BDC a dégagé un résultat de respectivement 94,7 millions de dollars et 110,1 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global consolidé, comparativement à des pertes de 13,9 millions de dollars et 406,8 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des autres éléments du résultat global consolidé pour le premier semestre de l'exercice 2022 est principalement attribuable au profit de 115,9 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Ce profit s'explique par le rendement plus élevé que prévu des actifs des régimes de retraite et par la hausse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies.

Résultats de Financement

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits d'intérêts nets	338,6	339,0	683,3	673,0
Frais et autres produits	5,7	5,9	12,1	11,4
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	5,4	(48,6)	184,4	(380,3)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(4,1)	(3,9)	(4,3)	(4,5)
Profits (pertes) de change nets	3,2	(0,3)	1,4	(0,7)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	0,2	0,1	0,6	0,4
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	349,0	292,2	877,5	299,3
Charges opérationnelles et administratives	114,7	83,5	223,8	169,6
Résultat net provenant de Financement	234,3	208,7	653,7	129,7

En pourcentage du portefeuille moyen	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits d'intérêts nets	4,4	4,5	4,5	4,5
Frais et autres produits	0,1	0,1	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	0,1	(0,6)	1,2	(2,6)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(0,1)	(0,1)	-	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	4,5	3,9	5,8	2,0
Charges opérationnelles et administratives	1,5	1,1	1,5	1,1
Résultat net provenant de Financement	3,0	2,8	4,3	0,9



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 234,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022 et à 653,7 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, comparativement à un résultat net de respectivement 208,7 millions de dollars et 129,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat net de Financement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021 s'explique principalement par une baisse de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur le portefeuille de prêts douteux et par les renversements de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur le portefeuille de prêts productifs, en partie contrebalancés par l'augmentation des charges opérationnelles et administratives.

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à respectivement 114,7 millions de dollars et 223,8 millions de dollars pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021, soit une augmentation par rapport aux montants de respectivement 83,5 millions de dollars et 169,6 millions de dollars comptabilisés pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des charges salariales réimputées au secteur PAC. À mesure que l'économie poursuivait sa reprise, le volume d'activités était réorienté vers le secteur Financement et moins de ressources étaient nécessaires pour soutenir les initiatives liées à la COVID-19 du secteur PAC.

Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits	6,5	4,2	13,5	8,3
Charges liées à la prestation ⁽¹⁾	3,3	2,5	7,2	5,0
Marge bénéficiaire brute	3,2	1,7	6,3	3,3
Charges opérationnelles et administratives	13,5	13,4	26,5	22,3
Perte nette provenant de Services-conseils	(10,3)	(11,7)	(20,2)	(19,0)

⁽¹⁾ Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, Services-conseils a subi une perte nette de 10,3 millions de dollars, contre une perte nette de 11,7 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte nette cumulée pour le semestre terminé le 30 septembre 2021 s'est établie à 20,2 millions de dollars, contre une perte nette de 19,0 millions de dollars pour la même période l'exercice précédent. L'écart défavorable de 1,2 million de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021 est dû essentiellement à une hausse des charges opérationnelles et administratives. Le tout a été contrebalancé par l'augmentation de la marge bénéficiaire brute, surtout attribuable à la hausse des produits.

Les produits se sont chiffrés à 13,5 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, ce qui est supérieur à ceux de 8,3 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. Les produits du présent exercice ont atteint un niveau correspondant à 97 % de leur niveau d'avant la pandémie, ce qui indique que les entrepreneurs commencent à se remettre des contrecoups de la pandémie de COVID-19 et qu'ils reconnaissent la valeur de nos services.



Pour le trimestre, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 13,5 millions de dollars, un montant comparable à celui de 13,4 millions de dollars comptabilisé pour la période correspondante de l'exercice 2021. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 26,5 millions de dollars, en hausse par rapport à celles de 22,3 millions de dollars comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2021 en raison surtout de la baisse des charges salariales réimputées au secteur PAC. À mesure que l'économie poursuivait sa reprise, les ressources étaient réaffectées à leurs fonctions d'avant la pandémie après avoir été affectées au soutien des initiatives du PAC au premier trimestre de l'exercice 2021.

Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits nets sur les placements	27,8	26,9	68,0	45,8
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	51,8	(37,1)	34,4	(38,5)
Profits (pertes) de change nets	-	(0,4)	0,3	(1,2)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	79,6	(10,6)	102,7	6,1
Charges opérationnelles et administratives	8,7	8,8	18,0	16,0
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	70,9	(19,4)	84,7	(9,9)
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	65,7	(18,8)	79,6	(9,2)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	5,2	(0,6)	5,1	(0,7)
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	70,9	(19,4)	84,7	(9,9)



	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
En pourcentage du portefeuille moyen	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits nets sur les placements	10,9	9,6	13,6	8,2
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	20,4	(13,2)	6,9	(6,9)
Profits (pertes) de change nets	-	(0,1)	0,1	(0,2)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	31,3	(3,7)	20,6	1,1
Charges opérationnelles et administratives	3,4	3,1	3,6	2,9
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	27,9	(6,8)	17,0	(1,8)
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	25,9	(6,6)	16,0	(1,6)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2,0	(0,2)	1,0	(0,2)
Résultat (perte) net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	27,9	(6,8)	17,0	(1,8)

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat net a atteint 70,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, par rapport à une perte nette de 19,4 millions de dollars comptabilisée pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, Capital de croissance et transfert d'entreprise a affiché un résultat net de 84,7 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 9,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2021. La hausse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements s'est répercutée positivement sur les résultats du trimestre et du semestre terminés le 30 septembre 2021.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 51,8 millions de dollars et de 34,4 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2022, comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de respectivement 37,1 millions de dollars et 38,5 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous. Pour le premier semestre de l'exercice 2022, la variation nette de la plus-value latente sur les placements de 34,4 millions de dollars s'explique essentiellement par la plus-value nette de 41,1 millions de dollars et par le renversement de la plus-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations de 6,7 millions de dollars.



(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Plus(moins)-value nette	44,9	(36,7)	41,1	(44,6)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	6,9	(0,4)	(6,7)	6,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	51,8	(37,1)	34,4	(38,5)

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 18,0 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, une augmentation par rapport aux 16,0 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des charges salariales réimputées au secteur PAC. À mesure que l'économie poursuivait sa reprise, le volume d'activités était réorienté vers le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise et moins de ressources étaient nécessaires pour soutenir les initiatives liées à la COVID-19 du secteur PAC.

Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits nets sur les placements	68,7	(9,2)	259,5	9,7
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	423,5	74,4	489,2	155,3
Profits (pertes) de change nets	30,2	(11,9)	17,8	(32,5)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	522,4	53,3	766,5	132,5
Charges opérationnelles et administratives	11,1	8,8	21,2	17,2
Résultat net provenant de Capital de risque	511,3	44,5	745,3	115,3
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	487,4	43,0	721,7	111,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	23,9	1,5	23,6	3,6
Résultat net provenant de Capital de risque	511,3	44,5	745,3	115,3

Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, Capital de risque a affiché un résultat net de 511,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 44,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, le résultat net de Capital de risque s'est chiffré à 745,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 115,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2022 reflètent l'incidence positive d'une augmentation de la plus-value latente sur les placements, de la hausse des produits nets sur les placements découlant du profit réalisé sur la vente de placements et d'une augmentation des profits de change nets.



Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 423,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 489,2 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de respectivement 74,4 millions de dollars et 155,3 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Plus(moins)-value nette	463,7	47,9	662,5	132,0
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	(40,2)	26,5	(173,3)	23,3
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	423,5	74,4	489,2	155,3

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2022, des profits de change nets sur les placements de respectivement 30,2 millions de dollars et 17,8 millions de dollars ont été comptabilisés par suite des fluctuations du taux de change dans le portefeuille en dollars américains, tandis que des pertes de change nettes sur les placements de 11,9 millions de dollars et 32,5 millions de dollars avaient été comptabilisées pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et administratives se sont établies à 21,2 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2022, une augmentation de 4,0 millions de dollars par rapport à celles qui avaient été comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des charges salariales réimputées au secteur PAC. À mesure que l'économie poursuivait sa reprise, le volume d'activités était réorienté vers le secteur Capital de risque et moins de ressources étaient nécessaires pour soutenir les initiatives liées à la COVID-19 du secteur PAC.

Résultats de Programmes incitatifs pour le capital

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits nets sur les placements	74,7	2,3	77,3	4,3
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	15,3	(25,3)	219,4	28,0
Profits (pertes) de change nets	1,3	(0,4)	0,9	(0,9)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	91,3	(23,4)	297,6	31,4
Charges opérationnelles et administratives	1,5	1,2	3,0	2,3
Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital	89,8	(24,6)	294,6	29,1



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2022, PIC a enregistré un résultat net de 89,8 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 24,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, PIC a enregistré un résultat net de 294,6 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 29,1 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les solides résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2022 sont attribuables à une hausse de la plus-value nette sur les placements comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et à une augmentation des produits nets sur les placements découlant du profit réalisé sur la vente de placements.

Les charges opérationnelles et administratives de 3,0 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2021 sont supérieures à celles comptabilisées pour la période correspondante de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique principalement par la baisse des charges salariales réimputées au secteur PAC. À mesure que l'économie poursuivait sa reprise, le volume d'activités était réorienté vers le secteur PIC et moins de ressources étaient nécessaires pour soutenir les initiatives liées à la COVID-19 du secteur PAC.

Résultats du Programme d'accès au crédit

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2022	E2021	E2022	E2021
Produits d'intérêts nets	29,6	16,0	58,4	20,7
Frais et autres produits	11,7	4,1	18,6	4,8
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(47,2)	(46,4)	(108,8)	(185,8)
Produits (pertes) nets sur les placements	1,3	-	7,7	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(1,3)	-	(5,1)	-
Profits (pertes) de change nets	0,3	(0,1)	(0,2)	(0,2)
Perte avant charges opérationnelles et administratives	(5,6)	(26,4)	(29,4)	(160,5)
Charges opérationnelles et administratives	11,0	38,7	24,0	91,2
Perte nette provenant du Programme d'accès au crédit	(16,6)	(65,1)	(53,4)	(251,7)



Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2022, PAC a subi une perte nette de respectivement 16,6 millions de dollars et 53,4 millions de dollars, comparativement à une perte nette de respectivement 65,1 millions de dollars et 251,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse des produits d'intérêts nets, qui se sont établis à respectivement 29,6 millions de dollars et 58,4 millions de dollars, par rapport aux produits d'intérêts nets de 16,0 millions de dollars et 20,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent et la hausse des frais et autres produits, qui se sont établis à respectivement 11,7 millions de dollars et 18,6 millions de dollars, par rapport aux frais et autres produits de 4,1 millions de dollars et 4,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, ont eu une incidence positive sur les résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2022. Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021, PAC a enregistré une dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de respectivement 47,2 millions de dollars et 108,8 millions de dollars par rapport à une dotation à la provision pour pertes de crédit attendues de 46,4 millions de dollars et 185,8 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 24,0 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 91,2 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des salaires et avantages du personnel, alors que le niveau de ressources des autres secteurs affectés au secteur PAC diminuait considérablement à mesure que la reprise de l'économie se poursuivait.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 septembre 2021, le total des actifs de BDC s'établissait à 39,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,3 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2021, grâce à l'augmentation de 1,1 milliard de dollars du portefeuille de prêts net et de l'augmentation de 1,1 milliard de dollars de notre portefeuille de placements. Le 19 mai 2021, BDC a reçu 385,0 millions de dollars en trésorerie au terme de l'émission de 3 850 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir la division Technologies propres et l'Initiative de catalyse du capital de risque. Le 12 juillet 2021, BDC a émis 500 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux de 50,0 millions de dollars pour soutenir le Fonds de croissance autochtone.

Le portefeuille de prêts de 32,0 milliards de dollars représentait le principal actif de BDC (portefeuille brut de 33,2 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit attendues de 1,3 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 2,5 % au cours du semestre terminé le 30 septembre 2021, en raison d'une hausse du niveau des activités des portefeuilles Financement et de Financement au titre du PAC.

Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de placements de financement subordonné et de capital de risque, totalisaient 5,4 milliards de dollars, comparativement à 4,4 milliards de dollars au 31 mars 2021. L'augmentation de 1,0 milliard de dollars s'explique surtout par les décaissements et la plus-value nette des placements de Capital de risque et de PIC. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 864,5 millions de dollars, comparativement à 733,3 millions de dollars au 31 mars 2021.

Au 30 septembre 2021, la juste valeur des actifs dérivés était de 0,7 million de dollars et la juste valeur des passifs dérivés s'établissait à 6,6 millions de dollars. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a diminué de 8,5 millions de dollars depuis le 31 mars 2021.

Au 30 septembre 2021, BDC a comptabilisé un passif net au titre des prestations définies de 158,0 millions de dollars au titre du régime de retraite agréé et des autres régimes. Il s'agit d'une diminution de 115,2 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2021, laquelle découle principalement des profits sur les réévaluations comptabilisés au premier semestre de l'exercice 2022. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 11 du présent rapport.



BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 842,4 millions de dollars au 30 septembre 2021, comparativement à 800,5 millions de dollars au 31 mars 2021. Le 13 mai 2020, la Politique de gestion des risques de trésorerie de BDC a été modifiée afin de faire passer le niveau maximum de liquidité de 30 jours à 90 jours pour couvrir la hausse des risques opérationnels et de financement et veiller à ce que le niveau de liquidité soit suffisant pour répondre aux principales perturbations durant la pandémie de COVID-19. Le 1^{er} janvier 2021, le niveau maximum de liquidités est revenu à son niveau d'avant la crise de 15 jours.

Pour le semestre terminé le 30 septembre 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 392,6 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont totalisé 10,7 millions de dollars, en raison des décaissements nets relatifs aux placements de financement subordonné et de capital de risque ainsi qu'aux titres adossés à des créances mobilières, le tout contrebalancé par les produits de la vente de placements de capital de risque. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont élevés à 423,7 millions de dollars, principalement en raison de l'émission d'actions ordinaires de 435,0 millions de dollars et de la variation nette de 733,8 millions de dollars des emprunts, contrebalancées par le versement de dividendes de 735,0 millions de dollars.

Au 30 septembre 2021, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 19,1 milliards de dollars d'emprunts et de 19,5 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprenaient 13,9 milliards de dollars de billets à court terme et 5,2 milliards de dollars de billets à long terme.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Au 30 septembre 2021, le ratio interne de capital de BDC, compte non tenu des secteurs PIC et PAC, s'établissait à 116,9 %, une valeur supérieure au ratio de capital cible de 110 %, comparativement à 118,7 % au 31 mars 2021. La diminution du ratio interne de capital est surtout attribuable au versement de dividendes de 735,0 millions de dollars effectué en juin 2021, lequel a été partiellement contrebalancé par le renversement de la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs et par les profits nets réalisés à la vente de placements dans notre portefeuille. Le ratio de capital réglementaire de BDC est bien supérieur aux exigences minimales en matière de capital réglementaire et BDC est bien positionnée pour continuer à soutenir les PME canadiennes.



États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière	22
État consolidé de la situation financière.....	23
État consolidé des résultats.....	24
État consolidé du résultat global.....	25
État consolidé des variations des capitaux propres	26
Tableau consolidé des flux de trésorerie	28
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	29
Note 1 : Description générale de BDC.....	29
Note 2 : Base d'établissement	29
Note 3 : Principales méthodes comptables.....	31
Note 4 : Jugements, estimations et hypothèses comptables importants.....	42
Note 5 : Juste valeur des instruments financiers	44
Note 6 : Prêts	47
Note 7 : Titres adossés à des créances mobilières	49
Note 8 : Placements de financement subordonné	50
Note 9 : Placements de capital de risque	51
Note 10 : Capital social	52
Note 11 : Informations sectorielles.....	53
Note 12 : Garanties	57
Note 13 : Transactions entre parties liées	58
Note 14 : Informations comparatives	58
Note 15 : Incertitudes liées à la COVID-19.....	61



Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Isabelle Hudon
Présidente et cheffe de la direction

Stefano Lucarelli, CPA, CA
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 17 novembre 2021



État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2021	31 mars 2021
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		842 368	800 515
Actifs dérivés		709	4 895
Prêts			
Prêts, valeur comptable brute	6	33 223 275	32 431 181
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit attendues	6	(1 267 523)	(1 525 700)
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues		31 955 752	30 905 481
Placements			
Titres adossés à des créances mobilières	7	864 481	733 322
Placements de financement subordonné	8	1 704 880	1 452 966
Placements de capital de risque	9	3 683 576	2 978 568
Total des placements		6 252 937	5 164 856
Immobilisations corporelles		71 118	72 993
Immobilisations incorporelles		38 618	39 841
Actifs au titre du droit d'utilisation		112 330	119 038
Actif net au titre des prestations définies		111 815	4 796
Autres actifs		54 387	35 702
Total des actifs		39 440 034	37 148 117
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		113 617	194 807
Passifs dérivés		6 590	2 278
Emprunts			
Billets à court terme		13 875 012	13 336 374
Billets à long terme		5 229 090	5 036 235
Total des emprunts		19 104 102	18 372 609
Obligations locatives			
Obligations locatives à court terme		13 911	13 328
Obligations locatives à long terme		114 686	119 129
Total des obligations locatives		128 597	132 457
Passif net au titre des prestations définies		269 846	277 981
Autres passifs		288 795	150 628
Total des passifs		19 911 547	19 130 760
Capitaux propres			
Capital social	10	11 946 900	11 511 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		7 507 952	6 450 829
Cumul des autres éléments du résultat global		7 726	13 588
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		19 490 356	18 004 095
Participations ne donnant pas le contrôle		38 131	13 262
Total des capitaux propres		19 528 487	18 017 357
Total des passifs et des capitaux propres		39 440 034	37 148 117

Garanties (note 12)

Engagements (notes 6, 7, 8, et 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Produits d'intérêts	417 816	402 196	835 656	787 346
Charges d'intérêts	26 910	22 966	50 243	49 478
Produits d'intérêts nets	390 906	379 230	785 413	737 868
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	139 894	(10 628)	351 275	1 965
Produits de Services-conseils	6 459	4 227	13 457	8 284
Frais et autres produits	27 231	16 477	48 060	29 844
Produits nets	564 490	389 306	1 198 205	777 961
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(41 773)	(95 030)	75 624	(566 097)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	485 184	8 018	733 733	140 264
Profits (pertes) de change nets	35 011	(12 959)	20 221	(35 536)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	222	162	578	493
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	1 043 134	289 497	2 028 361	317 085
Salaires et avantages du personnel	116 927	107 603	231 224	220 376
Locaux et équipement	10 316	10 922	20 125	20 652
Autres charges	36 478	38 511	72 280	82 618
Charges opérationnelles et administratives	163 721	157 036	323 629	323 646
Résultat (perte) net	879 413	132 461	1 704 732	(6 561)
Résultat (perte) net attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	850 431	131 515	1 676 190	(9 455)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	28 982	946	28 542	2 894
Résultat (perte) net	879 413	132 461	1 704 732	(6 561)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés. La note 11 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre	2020	30 septembre	2020
Résultat (perte) net	879 413	132 461	1 704 732	(6 561)
Autres éléments du résultat global				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs □ à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2 491)	(2 523)	(5 327)	6 653
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(213)	(340)	(535)	(591)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(2 704)	(2 863)	(5 862)	6 062
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	97 391	(11 034)	115 933	(412 912)
Autres éléments du résultat global	94 687	(13 897)	110 071	(406 850)
Résultat (perte) global total	974 100	118 564	1 814 803	(413 411)
Résultat (perte) global total attribuable :				
À l'actionnaire de BDC	945 118	117 618	1 786 261	(416 305)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	28 982	946	28 542	2 894
Résultat (perte) global total	974 100	118 564	1 814 803	(413 411)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 septembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 30 juin 2021	11 896 900	27 778	6 560 130	8 526	1 904	10 430	18 495 238	7 857	18 503 095
Résultat global total									
Résultat net			850 431				850 431	28 982	879 413
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(2 491)		(2 491)	(2 491)		(2 491)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(213)	(213)	(213)		(213)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			97 391				97 391		97 391
Autres éléments du résultat global	-	-	97 391	(2 491)	(213)	(2 704)	94 687	-	94 687
Résultat global total	-	-	947 822	(2 491)	(213)	(2 704)	945 118	28 982	974 100
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								1 292	1 292
Émission d'actions ordinaires	50 000						50 000		50 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	50 000	-	-	-	-	-	50 000	1 292	51 292
Solde au 30 septembre 2021	11 946 900	27 778	7 507 952	6 035	1 691	7 726	19 490 356	38 131	19 528 487
(en milliers de dollars canadiens)									
Solde au 30 juin 2020	11 511 900	27 778	4 303 371	14 442	3 246	17 688	15 860 737	13 061	15 873 798
Résultat global total									
Résultat net			131 515				131 515	946	132 461
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(2 523)		(2 523)	(2 523)		(2 523)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(340)	(340)	(340)		(340)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(11 034)				(11 034)		(11 034)
Autres éléments du résultat global	-	-	(11 034)	(2 523)	(340)	(2 863)	(13 897)	-	(13 897)
Résultat global total	-	-	120 481	(2 523)	(340)	(2 863)	117 618	946	118 564
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(107)	(107)
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	(107)	(107)
Solde au 30 septembre 2020	11 511 900	27 778	4 423 852	11 919	2 906	14 825	15 978 355	13 900	15 992 255

⁽¹⁾Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le semestre terminé le 30 septembre
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2021	11 511 900	27 778	6 450 829	11 362	2 226	13 588	18 004 095	13 262	18 017 357
Résultat global total									
Résultat net			1 676 190				1 676 190	28 542	1 704 732
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				(5 327)		(5 327)	(5 327)		(5 327)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(535)	(535)	(535)		(535)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			115 933				115 933		115 933
Autres éléments du résultat global	-	-	115 933	(5 327)	(535)	(5 862)	110 071	-	110 071
Résultat global total	-	-	1 792 123	(5 327)	(535)	(5 862)	1 786 261	28 542	1 814 803
Dividendes sur les actions ordinaires			(735 000)				(735 000)		(735 000)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(4 981)	(4 981)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								1 308	1 308
Émission d'actions ordinaires	435 000						435 000		435 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	435 000	-	(735 000)	-	-	-	(300 000)	(3 673)	(303 673)
Solde au 30 septembre 2021	11 946 900	27 778	7 507 952	6 035	1 691	7 726	19 490 356	38 131	19 528 487

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG ⁽¹⁾	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2020	4 008 900	27 778	4 846 219	5 266	3 497	8 763	8 891 660	11 139	8 902 799
Résultat (perte) global total									
Résultat (perte) net			(9 455)				(9 455)	2 894	(6 561)
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				6 653		6 653	6 653		6 653
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(591)	(591)	(591)		(591)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(412 912)				(412 912)		(412 912)
Autres éléments du résultat global	-	-	(412 912)	6 653	(591)	6 062	(406 850)	-	(406 850)
Résultat (perte) global total	-	-	(422 367)	6 653	(591)	6 062	(416 305)	2 894	(413 411)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(144)	(144)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								11	11
Émission d'actions ordinaires	7 503 000						7 503 000		7 503 000
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	7 503 000	-	-	-	-	-	7 503 000	(133)	7 502 867
Solde au 30 septembre 2020	11 511 900	27 778	4 423 852	11 919	2 906	14 825	15 978 355	13 900	15 992 255

⁽¹⁾Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le		Semestre terminé le	
	30 septembre	2020	30 septembre	2020
	2021		2021	
Activités opérationnelles				
Résultat (perte) net	879 413	132 461	1 704 732	(6 561)
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets				
Produits d'intérêts	(417 816)	(402 196)	(835 656)	(787 346)
Charges d'intérêts	26 449	22 438	49 307	48 411
Intérêts sur les obligations locatives	461	528	936	1 067
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	(139 894)	10 628	(351 275)	(1 965)
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	41 773	95 030	(75 624)	566 097
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	(485 184)	(8 018)	(733 733)	(140 264)
Pertes (profits) de change nets latents	(61 280)	32 637	(29 066)	62 460
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	(8)	177	(43)	98
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	(2 440)	7 603	779	7 379
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	4 829	5 424	10 633	10 593
Amortissement des actifs au titre du droits d'utilisation	3 519	3 895	7 050	7 768
Autres	(4 415)	(7 853)	(689)	(14 756)
Charges d'intérêts payées	(28 498)	(24 202)	(49 565)	(52 134)
Produits d'intérêts reçus	399 332	386 671	808 570	759 151
Variation des actifs et des passifs opérationnels				
Variation nette des prêts	(387 413)	(1 026 676)	(805 407)	(3 033 398)
Variation nette des créditeurs et frais courus	(30 263)	(36 448)	(81 191)	50 096
Variation nette des autres actifs et autres passifs	(21 038)	1 899	(12 324)	(22 960)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	(222 473)	(806 002)	(392 566)	(2 546 264)
Activités d'investissement				
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(123 693)	(25 857)	(335 601)	(94 802)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	100 789	88 307	198 923	163 565
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(216 422)	(93 458)	(320 342)	(187 340)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	216 826	53 994	316 966	101 656
Décaissements sur les placements de capital de risque	(94 907)	(104 268)	(227 105)	(247 421)
Produits de la vente de placements de capital de risque	102 174	28 041	385 418	61 612
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 413)	(3 933)	(4 192)	(6 556)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 118)	(2 287)	(3 343)	(5 445)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(18 764)	(59 461)	10 724	(214 731)
Activités de financement				
Variation nette des billets à court terme	92 000	(3 439 000)	538 000	(5 341 855)
Émission de billets à long terme	247 000	-	507 000	495 000
Remboursements de billets à long terme	(211 193)	-	(311 193)	-
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	-	(107)	(4 981)	(144)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	1 292	-	1 308	11
Émission d'actions ordinaires	50 000	-	435 000	7 503 000
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-	-	(735 000)	-
Paiement des obligations locatives	(3 285)	(3 628)	(6 439)	(6 383)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	175 814	(3 442 735)	423 695	2 649 629
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(65 423)	(4 308 198)	41 853	(111 366)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	907 791	6 018 229	800 515	1 821 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	842 368	1 710 031	842 368	1 710 031

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international.

2.

Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Ces états financiers consolidés ont été approuvés pour publication le 17 novembre 2021 par le conseil d'administration.

Base de présentation et d'évaluation

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour :

- les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et les instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur;
- l'actif ou le passif net au titre des prestations définies relatif aux avantages postérieurs à l'emploi, qui a été comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs du régime.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de BDC et de ses filiales. Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers consolidés trimestriels résumés sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Principes de consolidation

BDC mène ses activités par l'intermédiaire de plusieurs entités, y compris une filiale en propriété exclusive et deux fonds d'investissement qui sont considérés comme des filiales aux fins de la présentation de l'information financière.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC comprennent les états financiers de la société mère et les états financiers consolidés des filiales mentionnées ci-après au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021. Les états financiers des filiales sont établis selon des méthodes uniformes de comptabilisation et d'évaluation pour des transactions similaires.

Filiales

Aux fins de la présentation de l'information financière, les filiales sont définies comme des entités contrôlées par BDC. BDC contrôle une entité lorsqu'elle a une exposition, ou le droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer un pouvoir sur l'entité bénéficiant d'investissements de manière à influencer sur ces rendements. On présume qu'il y a contrôle lorsque BDC détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels sont considérés lorsqu'on évalue si BDC contrôle une autre entité.

Dans les cas où BDC ne détient pas la majorité des droits de vote, une analyse plus approfondie est effectuée pour déterminer si BDC a ou non le contrôle de l'entité. BDC est réputée avoir le contrôle lorsque, aux termes des conventions entre actionnaires et/ou des conventions de sociétés en commandite, elle prend la plupart des décisions qui ont une incidence sur les activités pertinentes.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où le contrôle commence jusqu'à la date où il n'est plus exercé. Aucune filiale n'a été acquise ou cédée pendant les périodes de présentation de l'information financière. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les entités en exploitation suivantes ont été consolidées dans les états financiers consolidés de BDC.

Entité	Principale activité	Pays de constitution en société et de résidence	Proportion de la participation et des droits de vote détenus	Base du contrôle
BDC Capital Inc.	Structure de société de portefeuille pour des activités d'investissement	Canada	100 %	Droits de vote
Fonds AlterInvest II, s.e.c.	Investissements de financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Go Capital, s.e.c.	Investissements de capital de risque	Canada	20 %	Accords contractuels

Go Capital, S.E.C.

Même si BDC détient moins de la moitié de Go Capital, s.e.c. et moins de la moitié des droits de vote, la direction a déterminé, selon les termes de la convention en vertu de laquelle Go Capital, s.e.c. a été établie, que BDC contrôle cette entité. À titre de commandité, BDC a actuellement la capacité de diriger les activités pertinentes de Go Capital, s.e.c. et le pouvoir d'influer sur les rendements variables auxquels elle est exposée.

L'exercice de Go Capital, s.e.c. se termine le 31 décembre, tel que convenu par les associés au moment où cette entité a été établie. Par conséquent, de l'information financière supplémentaire concernant cette entité est préparée pour la période intermédiaire aux fins de la consolidation.

Fonds AlterInvest II, s.e.c.

BDC détient une participation de 50 % dans Fonds AlterInvest II, s.e.c. et agit à titre de commandité de cette entité, ce qui lui confère la capacité de diriger toutes les activités pertinentes de Fonds AlterInvest II, s.e.c. et le pouvoir d'influer sur les rendements variables auxquels elle est exposée.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations dans des filiales non attribuables à la société mère sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés à titre de participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à l'actionnaire de BDC et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leur participation respective, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour elles.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles BDC exerce une influence notable, mais pas un contrôle, sur les politiques financières et opérationnelles. Les placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises associées qui sont détenus dans le portefeuille de placements de BDC par BDC Capital Inc. sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Ce traitement est permis par la Norme comptable internationale (IAS) 28, *Participations dans des entreprises associées*, selon laquelle une entité qui est un organisme de capital-risque ou une entité similaire et qui détient des participations dans une entreprise associée peut choisir d'évaluer ces participations à la juste valeur par le biais du résultat net conformément à l'IFRS 9, *Instruments financiers*.

3.

Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés sont décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Instruments financiers

Comptabilisation, décomptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. La juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend les coûts de transaction attribuables directement à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Classement des instruments financiers

Actifs financiers

Au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant ultérieurement évalué :

- au coût amorti;
- à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN); ou
- à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG).

Appréciation du modèle économique

Le classement dépend du modèle économique que suit BDC pour gérer ces actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif financier. Les objectifs du modèle économique sont divisés en trois catégories :

- détenir des actifs financiers uniquement afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- détenir des actifs financiers à la fois pour en percevoir les flux de trésorerie contractuels et pour les vendre;
- gérer des actifs financiers sur la base de la juste valeur.

BDC évalue l'objectif du modèle économique selon lequel un actif est détenu au niveau du portefeuille afin de mieux refléter la façon dont elle gère ses activités et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations en question comprennent :

- la stratégie d'investissement pour détenir ou vendre les actifs dans le portefeuille et les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle économique;
- les rapports transmis à la direction de BDC et les indicateurs clés utilisés pour évaluer la performance du portefeuille;
- la rémunération des gestionnaires de portefeuille (notamment la question de savoir si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus);
- la fréquence, le volume et le moment auxquels des ventes ont été réalisées au cours des périodes antérieures, les raisons qui ont motivé ces ventes et les attentes quant aux ventes futures.

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il répond aux deux conditions ci-après et qu'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier qui est un instrument de dette est évalué à la JVAERG uniquement s'il répond aux deux conditions ci-après et s'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les autres actifs financiers sont classés comme étant évalués à la JVRN.

BDC peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un actif financier qui répond aux conditions pour être évalué au coût amorti ou à la JVAERG comme étant évalué à la JVRN si cette désignation élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation qui, autrement, découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Évaluation pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts

BDC prend en considération les dispositions contractuelles de l'instrument pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Cette évaluation nécessite notamment d'établir si un actif financier comprend une clause contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, de sorte que l'actif ne respecterait pas cette condition. Dans le cadre de cette évaluation, BDC tient compte de caractéristiques telles que les suivantes :

- la possibilité que des événements puissent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie;
- des clauses comportant un effet de levier;
- des options de remboursement anticipé ou de prolongation;
- des clauses qui limitent les droits de BDC aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés;
- des caractéristiques qui influent sur l'appréciation de la valeur temps de l'argent.

Passifs financiers

BDC classe ses passifs financiers comme étant évalués au coût amorti sauf si elle a désigné des passifs comme étant évalués à la JVRN ou si elle est tenue d'évaluer des passifs à la JVRN. BDC désigne un passif financier comme étant évalué à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale si cette désignation permet d'éliminer une non-concordance comptable qui, autrement, pourrait découler d'une base d'évaluation différente des actifs ou des passifs ou si le passif comprend un dérivé incorporé qui est séparable et qui modifie significativement les flux de trésorerie qui, autrement, seraient imposés par le contrat.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section Principaux types d'instruments financiers de la présente note.

Évaluation ultérieure des instruments financiers

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti.

Instruments financiers classés au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers classés dans cette catégorie sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues dans le cas des actifs financiers. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements et encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier.

Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats sous :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou sous profits ou pertes de change nets lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans l'état consolidé des résultats et comptabilisés aux postes suivants :

- profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers évalués à la JVAERG sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception du fait que le modèle de dépréciation de l'IFRS 9 s'applique à ces instruments et que la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur. La variation des profits ou pertes latents, ainsi que les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats en tant que profits ou pertes nets sur autres instruments financiers. Les variations de la juste valeur de ces passifs financiers attribuables aux changements du risque de crédit de BDC sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, sauf si ce traitement créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable au niveau du résultat net, auquel cas les effets des variations du risque de crédit sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Couvertures des flux de trésorerie

BDC a choisi d'annuler la désignation des instruments de couverture à compter du dernier jour de l'exercice 2018. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au 31 mars 2018 seront reclassés à l'état consolidé des résultats dans les périodes où les éléments couverts influent sur le résultat net. Les dérivés détenus à des fins de gestion de risques sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à l'état consolidé des résultats depuis le 1^{er} avril 2018.

Dépréciation

Une correction de valeur pour pertes de crédit attendues est établie à l'égard des instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la JVRN :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Prêts
- Titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang
- Comptes à recevoir des clients de Services-conseils
- Engagements relatifs aux prêts et titres adossés à des créances mobilières
- Garanties de prêts

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les pertes de crédit attendues dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière en fonction d'informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions de la conjoncture économique à venir établies individuellement.

Conformément à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est évaluée selon un modèle de dépréciation en trois étapes :

- i. Étape 1 – pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir si le risque de crédit n'augmente pas de manière importante depuis la comptabilisation initiale;
- ii. Étape 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le risque de crédit augmente de manière importante depuis la comptabilisation initiale et que le prêt n'est pas considéré comme étant déprécié;
- iii. Étape 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur correspond à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés si le prêt est considéré comme étant déprécié.

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues fournit une estimation reposant sur des pondérations probabilistes, qui intègre des informations prospectives représentant trois scénarios macroéconomiques. L'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit est fondée sur la variation de la probabilité de défaillance prospective sur la durée de vie

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



de l'instrument depuis la comptabilisation initiale. Pour certains instruments ayant un risque de crédit faible à la date de présentation de l'information financière, le risque de crédit n'a pas augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale. Le risque de crédit que comporte un actif financier est considéré comme faible si cet actif comporte un risque de défaillance faible et si l'emprunteur a une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à court terme et que cette capacité ne sera pas nécessairement diminuée par des changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme, même si elle peut l'être.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est calculée selon les montants déboursés et non déboursés des prêts autorisés, des garanties de prêts et des titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang. La correction de valeur pour les montants déboursés est comptabilisée en diminution des actifs, tandis que la correction de valeur pour les montants non déboursés est comptabilisée à titre d'autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

Définition de la défaillance

Conformément à la politique en matière de gestion du risque de crédit de BDC, un actif financier est considéré comme étant déprécié et passe à l'Étape 3 en cas de défaut de paiement pendant trois mois consécutifs et s'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement ou, en cas d'événements défavorables jugés graves et probablement irrémédiables, de sorte que BDC ne peut plus s'attendre à percevoir la totalité des flux de trésorerie futurs attendus.

Politique de radiation

Les actifs financiers sont sortis du bilan, en partie ou en totalité, lorsque BDC a épuisé tous les recours possibles pour obtenir un recouvrement auprès de l'emprunteur et du garant et qu'aucune valeur n'est attendue à la suite de la réalisation d'une garantie.

Modifications de prêts

Afin d'offrir un soutien financier aux clients touchés par la pandémie de COVID-19, BDC a mis en place certains programmes d'aide, tels que des options de report du paiement du capital et des intérêts. Ces modifications n'ont pas donné lieu à des opérations de décomptabilisation. Par conséquent, aucune perte sur modification n'a été comptabilisée.

Principaux types d'instruments financiers

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité. Les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti.

Les équivalents de trésorerie font l'objet d'un suivi au quotidien pour déterminer le risque de crédit lié à la contrepartie en faisant appel à des agences de notation externes. Au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021, les équivalents de trésorerie étaient considérés comme comportant un faible risque de crédit en fonction des notations externes des contreparties de A à AA. La mesure de simplification dans les cas où le risque de crédit est faible est utilisée et la dépréciation des équivalents de trésorerie est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Prêts

Les prêts sont classés et évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins la correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

Correction de valeur pour pertes de crédit attendues

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit à l'aide du modèle de dépréciation en trois étapes de l'IFRS 9 et comptabilise les pertes de crédit attendues dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues et dans l'état consolidé de la

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



situation financière à titre de correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux, les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés, lesquels sont actualisés i) au taux d'intérêt effectif du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant.

Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou tout renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues.

Les éléments hors bilan soumis à un test de dépréciation comprennent les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts est comprise dans les autres passifs à l'état consolidé de la situation financière.

Les variations de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements relatifs aux prêts et les garanties de prêts en raison des octrois, des remboursements et échéances, des modifications aux paramètres de risque, des réévaluations et modifications sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la correction de valeur, se reporter à la note 4, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

Titres adossés à des créances mobilières

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets de qualité de premier rang ou subordonnés, émis par voie de placement privé.

Les billets de qualité de premier rang sont classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et les billets subordonnés sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils font l'objet de rapports à la direction et sont évalués par celle-ci sur la base de la juste valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Conformément à l'IFRS 9, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du portefeuille de billets de qualité de premier rang déboursés et non déboursés puisqu'ils sont classés comme étant évalués à la JVAERG. Aucune dépréciation n'est calculée sur les billets subordonnés puisqu'ils sont classés à la JVRN.

Le risque de crédit des TACM est surveillé chaque trimestre à l'aide d'une méthode de classification interne des cotes de risque de crédit. Au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021, tous les billets de qualité de premier rang sont considérés comme comportant un faible risque de crédit, de sorte que la mesure de simplification en pareil cas est utilisée et la dépréciation est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer si une perte de valeur s'est produite, se reporter à la note 4, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

Placements de financement subordonné et de capital de risque

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de financement subordonné et de capital de risque sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement. Les montants non déboursés des placements de financement

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



subordonné ont été désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour éviter une non-concordance comptable entre les placements non déboursés et les placements en cours évalués à la JVRN.

Le processus de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de financement subordonné et de capital de risque s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle évalue, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur l'actif. Ces justes valeurs sont mises à jour au moins deux fois par an par des évaluateurs internes, puis sont revues par un comité de révision des évaluations, dont un membre externe est expert en évaluation d'entreprise. Les placements de capital de risque comprennent aussi des opérations de fonds de fonds qui permettent à certains autres commanditaires de recevoir un rendement préférentiel sur le coût initial de leur investissement, des appels de fonds ultérieurs et une préférence dans les distributions. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds. La juste valeur des placements dans les fonds de fonds est établie selon l'actif net fourni par l'administrateur ou par le commandité, sauf s'il existe une indication que la juste valeur diffère de la valeur liquidative fournie. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, des indices boursiers ou d'autres mesures des instruments financiers. BDC acquiert des instruments financiers dérivés afin de gérer les risques de taux d'intérêt et de change ainsi que les autres risques de marché. BDC ne détient pas de dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Tous les dérivés de BDC proviennent du marché hors bourse et comprennent principalement les swaps et les contrats de change à terme de gré à gré. La juste valeur des swaps est déterminée à l'aide de modèles de prix qui tiennent compte des prix du marché et des prix contractuels actuels de l'instrument sous-jacent, ainsi que de la valeur temps, de la courbe des rendements ou de facteurs de volatilité sous-jacents à la position et des options intégrées. La juste valeur des contrats de change à terme de gré à gré est calculée en actualisant le montant notionnel à l'aide des courbes de rendement des devises respectives. Pour ces deux calculs, on utilise des données de marché observables provenant de courtiers intermédiaires reconnus ainsi que des modèles d'évaluation standards dans l'industrie.

BDC détient des instruments financiers hybrides qui comprennent un contrat hôte non dérivé et un dérivé incorporé qui est séparable et qui modifie significativement les flux de trésorerie qui, autrement, seraient imposés par le contrat. Les flux de trésorerie des instruments hybrides varient d'une manière analogue à ceux d'un dérivé autonome. Si le contrat hôte est un passif financier, les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte doivent être séparés et classés comme étant des dérivés à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins que le contrat hôte soit désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les contrats hybrides avec actifs financiers hôtes entrant dans le champ d'application de l'IFRS 9 ne doivent plus être séparés, mais plutôt évalués à la JVRN en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie des instruments financiers hybrides dans leur intégralité selon la section sur le classement des instruments financiers de la présente note.

Au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021, BDC ne détenait aucun dérivé incorporé devant être séparé du contrat hôte, car le contrat hôte était désigné dans son intégralité comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Emprunts

Les billets à court terme sont évalués au coût amorti.

BDC a deux types de billets à long terme : les billets non structurés et les billets structurés. Les billets à long terme non structurés sont comptabilisés au coût amorti. Les billets structurés sont ceux dont l'intérêt et/ou le capital sont liés aux fluctuations des taux de change, des taux de swap et d'autres références des marchés. Ils sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net à la comptabilisation initiale, car BDC détient des dérivés connexes désignés

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et la désignation élimine ou réduit significativement la non-concordance comptable qui, autrement, surviendrait.

La juste valeur des billets structurés est déterminée en utilisant des données de marché observables ainsi que des techniques d'évaluation éprouvées. Les données de marché observables proviennent de courtiers intermédiaires reconnus et comprennent les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que d'autres références des marchés.

Les intérêts courus sur emprunts sont inclus dans la valeur comptable des billets à court et à long terme.

Produits d'intérêts et charges d'intérêts liés aux instruments financiers et frais

Les produits et charges d'intérêts liés aux instruments financiers portant intérêt sont comptabilisés comme tels dans l'état consolidé des résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des placements de financement subordonné classés à la JVRN, pour lesquels les produits d'intérêts sont comptabilisés selon le taux contractuel de l'instrument. Les intérêts sur les prêts douteux continuent d'être déterminés à partir de la valeur nette comptable de ces prêts en appliquant le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Les placements de financement subordonné donnent lieu également à des rendements qui ne sont pas des intérêts, comme les redevances et les bonis d'intérêt, qui sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats lorsqu'il est probable qu'ils soient reçus et que les montants peuvent être évalués de façon fiable.

Les frais qui font partie intégrante de l'octroi ou de la renégociation d'un prêt sont différés et comptabilisés comme produits d'intérêts sur la durée de vie prévue du prêt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les autres frais sont comptabilisés en résultat net à mesure que les services afférents sont fournis.

Les primes et les escomptes sur les emprunts sont amortis dans les charges d'intérêts sur la durée de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de Services-conseils

Services-conseils fournit des solutions et des services-conseils aux entrepreneurs. Les produits de Services-conseil sont comptabilisés progressivement à mesure que les obligations de prestation prévues aux contrats sont remplies auprès des clients et sont mesurés selon la méthode à l'avancement en fonction des coûts de prestation engagés à ce jour par rapport au total des coûts de prestation prévus pour fournir le service.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend son prix d'achat et toutes les dépenses directement attribuables à sa préparation afin de l'amener à l'endroit et de la mettre dans l'état nécessaire pour permettre une exploitation de la manière prévue par la direction.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

	Durée de vie utile estimative	Présentés dans l'état consolidé des résultats sous
Matériel informatique et de télécommunications	5 ans	Autres charges
Mobilier, agencements et équipement	10 ans	Locaux et équipement
Améliorations locatives	Durée du contrat de location	Locaux et équipement

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les systèmes et les applications logicielles, dont le coût inclut le prix d'achat plus tous les coûts engagés pour les préparer à leur utilisation interne prévue. Les immobilisations incorporelles ont une durée de vie déterminée et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité économique estimée, qui est comprise entre trois et sept ans. Les coûts liés aux projets en cours ne sont

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



pas soumis à l'amortissement tant que l'immobilisation incorporelle concernée n'est pas prête à être utilisée. La charge d'amortissement est incluse dans les autres charges dans l'état consolidé des résultats.

En ce qui a trait aux immobilisations incorporelles générées en interne, les dépenses engagées pour la recherche (ou pour l'étape de recherche d'un projet interne) sont comptabilisées à titre de charges lorsqu'elles sont engagées.

Une immobilisation incorporelle résultant du développement (ou de l'étape de développement d'un projet interne) sera comptabilisée si, et seulement si, tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- (a) la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- (b) l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- (c) la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- (e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- (f) la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation mentionnés ci-dessus. Si les critères ci-dessus ne sont pas satisfaits, les frais de développement sont comptabilisés en charges à l'exercice au cours duquel ils ont été engagés.

Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues au moins à chaque date de présentation de l'information financière et ajustées, si nécessaire.

Ces actifs font également l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable risque de ne pas être recouvrable. Qu'il y ait un indice de dépréciation ou non, un test de dépréciation annuel est effectué pour les projets en cours liés à des immobilisations incorporelles. Si les tests de dépréciation indiquent que la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, la valeur comptable de l'actif est ramenée immédiatement à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, BDC évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour évaluer si un contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, BDC doit déterminer si :

- le contrat comporte l'utilisation d'un bien déterminé, qu'il soit mentionné explicitement ou implicitement dans le contrat, et il doit être physiquement distinct ou représenter la quasi-totalité de la capacité du bien physiquement distinct. Si le fournisseur a un droit de substitution substantiel, le bien n'est pas un bien déterminé;
- BDC a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien tout au long de la durée d'utilisation;
- BDC a le droit de décider de l'utilisation du bien. Lorsque BDC détient les droits décisionnels qui présentent le plus de pertinence pour apporter des changements quant à savoir comment utiliser le bien et à quelle fin l'utiliser, elle a le droit de décider de l'utilisation du bien.

BDC comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement au coût, qui comprend le montant de l'évaluation initiale de

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des paiements de location versés à la date de début ou avant cette date, majoré des coûts directs initiaux engagés, le cas échéant, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est par la suite amorti selon la méthode linéaire, sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. La durée d'utilité estimée des actifs au titre du droit d'utilisation est déterminée sur la même base que celle des immobilisations corporelles. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement soumis à un test de dépréciation et diminué des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas été versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location ou du taux d'emprunt marginal de BDC si le taux d'intérêt implicite ne peut être déterminé facilement. En général, BDC utilise son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation. Les paiements de loyers comprennent principalement des paiements fixes.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs découlant principalement d'un changement dans l'évaluation de l'intention de BDC d'exercer son option de prolongation ou de résiliation ou d'un changement dans les paiements de loyers en raison de la réévaluation de la superficie d'un emplacement.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée pour ces raisons, un ajustement correspondant est porté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

BDC a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives des contrats de location à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, tel le matériel de bureau. BDC passe en charges les paiements de loyers associés à ces contrats de location selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Actif ou passif net au titre des prestations définies

BDC offre aux employés admissibles un régime de retraite agréé à prestations définies, des régimes de retraite complémentaires à prestations définies et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (notamment sous la forme d'assurance maladie, d'assurance dentaire, d'assurance maladies graves et d'assurance vie).

L'actif ou le passif net au titre des prestations définies correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime.

L'obligation au titre des prestations définies de BDC pour les régimes de retraite est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages postérieurs à l'emploi accumulés par les employés en échange de leurs services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

L'obligation au titre des prestations définies est calculée pour chaque régime en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies et les coûts connexes des services rendus au cours de la période et des services passés, BDC affecte les droits aux prestations aux périodes de service selon la formule de calcul des prestations établie par le régime. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées à l'aide des taux d'intérêt qui ont des échéances similaires à celle de l'obligation. Ces taux d'intérêt sont obtenus d'après les taux des obligations de sociétés de première catégorie qui, compte tenu du nombre limité de ces obligations à plus long terme, sont extrapolés à partir des taux des obligations provinciales de première catégorie auxquels un écart est ajouté pour tenir compte du risque de crédit additionnel lié aux obligations de sociétés de première catégorie.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



BDC détermine les charges ou produits d'intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies au début de la période de présentation de l'information financière annuelle à l'obligation au titre des prestations définies et aux actifs des régimes. Quand les avantages d'un régime sont modifiés, ou quand un régime fait l'objet d'une réduction, la portion des avantages modifiés associée aux services passés des employés ou le gain ou la perte lié à la réduction est comptabilisé immédiatement dans le résultat net au moment de la modification ou de la réduction du régime.

Les réévaluations, qui comprennent des écarts actuariels, ainsi que les différences entre le rendement des actifs du régime et les produits d'intérêts des actifs du régime sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont reflétées immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sont pas reclassées au résultat net. Les coûts des services rendus au cours de la période, les coûts des services passés, le gain ou la perte lié à la réduction du régime et les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies sont comptabilisés en résultat net.

Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC

Le capital social représente la valeur nominale des actions ordinaires émises et en circulation. Le surplus d'apport représente la valeur des actifs transférés à BDC par l'actionnaire sans émission d'actions.

Les profits et les pertes latents sur les instruments financiers classés à la JVAERG sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à leur décomptabilisation ou leur dépréciation. À ce moment, ces profits ou pertes sont reclassés au résultat net. Avant le 1^{er} avril 2018, les profits et les pertes latents sur les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture étaient inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que les flux de trésorerie prévus couverts soient reclassés au résultat net. BDC a choisi d'annuler la désignation des instruments de couverture à compter du 31 mars 2018 et les montants inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global de l'exercice considéré seront reclassés au résultat net sur la durée restante du contrat initial.

Les bénéfices non distribués représentent le résultat net et les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies de la période considérée et de toutes les périodes antérieures, diminués des dividendes payés.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs libellés en devises, qui sont tous monétaires, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de présentation de l'information financière. Les produits et les charges libellés en devises sont pour leur part convertis en dollars canadiens selon les taux de change moyens quotidiens ou mensuels en vigueur au cours de l'exercice.

Les profits ou pertes de change latents et réalisés sur les contrats de change à terme de gré à gré, les placements de financement subordonné, les prêts, les titres adossés à des créances mobilières ainsi que les profits ou pertes de change latents sur les placements de capital de risque sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats en tant que profits ou pertes de change nets, tandis que les profits ou pertes réalisés et latents sur les emprunts et les swaps sont comptabilisés en tant que profits ou pertes nets sur autres instruments financiers. Les profits ou pertes de change réalisés sur les placements de capital de risque sont comptabilisés à titre de profits (pertes) nets réalisés sur les placements dans l'état consolidé des résultats.

Informations sectorielles

Les secteurs d'activité de BDC, qui sont basés sur la nature des produits et des services et des initiatives soutenues par le gouvernement sont les suivants : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Programmes incitatifs pour le capital et Programme d'accès au crédit. Au cours de l'exercice 2021, un changement apporté à la structure interne de présentation de l'information financière a eu une incidence sur les résultats et les portefeuilles des secteurs d'activité. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 14, *Informations comparatives*.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Ces secteurs d'activité sont présentés conformément à la manière dont BDC présente et communique des informations qui sont revues régulièrement par le Comité de direction de l'entreprise et le conseil d'administration afin d'évaluer les résultats.

Toutes les transactions entre les secteurs sont comptabilisées comme des transactions intervenant dans des conditions de concurrence normale. Les produits et les charges associés directement à chaque secteur sont inclus au moment de la détermination de leurs résultats respectifs.

4.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

La pandémie mondiale liée à l'écllosion de la COVID-19 a suscité davantage d'incertitude à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi en prenant des mesures budgétaires et monétaires sans précédent en vue de stabiliser la conjoncture économique. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 ne sont pas connues à l'heure actuelle, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Il est difficile d'estimer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements et leur incidence sur les résultats financiers et la situation financière de la BDC dans les périodes futures. Étant donné que la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19, y compris les réponses des gouvernements ou des organismes de réglementation à celle-ci, se répercutera sur l'économie mondiale et les activités de BDC est incertaine et impossible à prédire à l'heure actuelle, le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction est plus élevé.

Les informations concernant les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels résumés sont résumées dans la présente note.

Correction de valeur pour pertes de crédit attendues

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues selon l'IFRS 9 représente l'estimation par la direction des pertes attendues dans le portefeuille de prêts, d'engagements relatifs aux prêts et de garanties de prêts à la date de présentation de l'information financière, laquelle est déterminée actif par actif, intègre des informations prospectives et est fondée sur des pondérations probabilistes tirées de différents scénarios économiques.

BDC examine ses prêts, ses engagements relatifs aux prêts et ses garanties de prêts individuellement pour estimer la dotation à la provision pour pertes de crédit attendues. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements dans le cadre de certaines activités, notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer si un prêt, un engagement relatif aux prêts ou une garantie de prêts est déprécié et les risques qu'il comporte, ou d'estimer les flux de trésorerie futurs et la valeur des garanties.

Les prêts, engagements relatifs aux prêts et garanties de prêts dépréciés sont réputés être à l'Étape 3. Tous les autres prêts, engagements relatifs aux prêts et garanties de prêts sont réputés se trouver à l'Étape 1, ou à l'Étape 2 si une hausse importante du risque de crédit est survenue. Si la hausse du risque de crédit n'est plus considérée comme étant importante, les prêts, engagements relatifs aux prêts et garanties de prêts sont retransférés à l'Étape 1 et si les prêts ne sont plus considérés comme étant dépréciés, ils sont retransférés à l'Étape 1 ou à l'Étape 2. Les hypothèses utilisées

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



pour déterminer s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit comprennent une augmentation importante de la probabilité de défaillance attendue pour la durée de vie depuis l'octroi, les prêts, engagements relatifs aux prêts et garanties de prêts qui sont sous surveillance et les prêts qui sont en souffrance depuis 30 jours. Afin d'offrir un soutien aux clients qui éprouvaient des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19, BDC a mis en place certains programmes d'aide. La participation à ces programmes n'est pas systématiquement, en soi, un événement déclencheur d'une augmentation importante du risque de crédit.

Le jugement d'experts en matière de crédit peut également être exercé, au besoin, pour tenir compte des prêts dont le risque a augmenté de manière importante. Les pertes de crédit attendues sont calculées pour chaque exposition, en prenant en compte la probabilité de défaillance prospective, la perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance de l'instrument financier. L'IFRS 9 exige que les conditions économiques actuelles et à venir représentant différents scénarios soient prises en compte pour déterminer s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes attendues. BDC utilise trois scénarios prospectifs qui sont fondés sur des pondérations probabilistes. Le « scénario de base » représente le scénario le plus probable compte tenu des conditions économiques actuelles et prospectives, tandis que le scénario « optimiste » et le scénario « pessimiste » diffèrent du scénario de base puisqu'ils se fondent sur des conditions économiques plausibles. L'utilisation des informations prospectives exige que la direction exerce son jugement. Depuis mars 2020, l'écllosion du coronavirus s'est rapidement transformée en une crise économique. Les entrepreneurs ont éprouvé des difficultés en raison des fermetures d'entreprises, des taux de chômage plus élevés et de la distanciation physique. Compte tenu du niveau élevé d'incertitude qui persiste depuis le début de la pandémie, l'évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues a nécessité l'exercice d'une part importante de jugement. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des résultats comptabilisés au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021.

Des changements apportés à ces hypothèses ou l'utilisation d'autres jugements raisonnables peuvent affecter le montant de la correction de valeur d'une manière appréciable. Pour de plus amples renseignements sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, se reporter à la note 6, *Prêts*.

Dépréciation d'actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le modèle de dépréciation en trois étapes tenant compte de données comme les notations de risque internes et les statistiques sectorielles sur les défaillances est utilisé pour estimer les pertes de crédit attendues sur les titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang.

Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (c.-à-d. cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, le cours des actions, les prix et les rendements des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand cela est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Pour de plus amples renseignements sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier, se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et pour en savoir plus sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, se reporter à la note 5, *Juste valeur des instruments financiers*.

Le processus d'évaluation de BDC a pris en compte l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les prévisions, la main-d'œuvre, la chaîne d'approvisionnement, le niveau de liquidités et la capacité d'obtenir du financement. Le processus

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



inclut des ajustements apportés par la direction en fonction de facteurs comme l'environnement concurrentiel, la qualité et la capacité financière des parties prenantes à soutenir l'entreprise, les données fondamentales propres à l'entreprise et le rang des instruments financiers.

Actif ou passif net au titre des prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, ainsi que la valeur actuelle des obligations connexes, sont déterminés au moyen d'évaluations actuarielles. Une évaluation actuarielle nécessite l'établissement d'hypothèses concernant les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, les hausses de salaire attendues, l'âge de la retraite prévu, les taux de mortalité prévus, les tendances des coûts des soins de santé, l'inflation prévue et les hausses prévues des prestations de retraite. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations comportent beaucoup d'incertitudes. Les résultats réels différeront des résultats estimés d'après les hypothèses.

Consolidation

Un jugement important utilisé pour établir les états financiers consolidés est que BDC a le pouvoir de contrôler certains fonds d'investissement (pour des renseignements supplémentaires, se reporter à la note 2, *Base d'établissement*). BDC a évalué qu'elle a la capacité actuelle de diriger les activités des fonds qui ont le plus d'incidence sur leurs rendements et qu'elle est exposée à ces rendements. Par conséquent, ces fonds ont été entièrement consolidés, et non comptabilisés suivant la méthode de la mise en équivalence.

5.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 ni entre le Niveau 2 et le Niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les Niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			30 septembre 2021
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
Actifs				
Actifs dérivés	-	709	-	709
Titres adossés à des créances mobilières	-	864 481	-	864 481
Placements de financement subordonné	159 256	-	1 545 624	1 704 880
Placements de capital de risque	63 496	-	3 620 080	3 683 576
	222 752	865 190	5 165 704	6 253 646
Passifs				
Passifs dérivés	-	6 590	-	6 590
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	38 631	-	38 631
	-	45 221	-	45 221
				31 mars 2021
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés	-	4 895	-	4 895
Titres adossés à des créances mobilières	-	733 322	-	733 322
Placements de financement subordonné	88 764	-	1 364 202	1 452 966
Placements de capital de risque	62 955	-	2 915 613	2 978 568
	151 719	738 217	4 279 815	5 169 751
Passifs				
Passifs dérivés	-	2 278	-	2 278
Billets à long terme désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	-	127 662	-	127 662
	-	129 940	-	129 940

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le Niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2021	1 364 202	2 915 613	4 279 815
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	43 092	236 817	279 909
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	77 334	624 981	702 315
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	16 174	16 174
Décassements sur les placements	314 010	226 472	540 482
Remboursements sur les placements et autres	(236 004)	(372 815)	(608 819)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	(17 010)	(27 162)	(44 172)
Juste valeur au 30 septembre 2021	1 545 624	3 620 080	5 165 704

	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 ^{er} avril 2020	1 233 427	1 676 822	2 910 249
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	22 070	136 580	158 650
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	88 248	950 963	1 039 211
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	(69 809)	(69 809)
Décassements sur les placements	370 729	512 951	883 680
Remboursements sur les placements et autres	(350 272)	(270 293)	(620 565)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(21 601)	(21 601)
Juste valeur au 31 mars 2021	1 364 202	2 915 613	4 279 815

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



6.

Prêts

Les tableaux qui suivent résument les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	294 836	5 935 046	25 789 863	32 019 745	(871 867)	31 147 878
Douteux	35 486	176 863	991 181	1 203 530	(395 656)	807 874
Prêts au 30 septembre 2021	330 322	6 111 909	26 781 044	33 223 275	(1 267 523)	31 955 752

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Valeur comptable nette totale
Productifs	419 926	5 669 005	25 192 018	31 280 949	(1 111 410)	30 169 539
Douteux	28 146	189 580	932 506	1 150 232	(414 290)	735 942
Prêts au 31 mars 2021	448 072	5 858 585	26 124 524	32 431 181	(1 525 700)	30 905 481

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2021	395 895	715 515	414 290	1 525 700
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	164 072	(161 794)	(2 278)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(79 877)	113 028	(33 151)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(631)	(34 723)	35 354	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(220 179)	(106 080)	35 688	(290 571)
Actifs financiers remboursés en totalité	(20 573)	(31 886)	(18 772)	(71 231)
Nouveaux actifs financiers créés	119 523	19 335	-	138 858
Radiations	-	-	(53 502)	(53 502)
Recouvrements	-	-	15 395	15 395
Variation des taux de change et autres	218	24	2 632	2 874
Solde au 30 septembre 2021	358 448	513 419	395 656	1 267 523

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	270 249	514 256	414 668	1 199 173
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	264 681	(264 139)	(542)	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(293 043)	325 317	(32 274)	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(1 953)	(68 231)	70 184	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(107 430)	223 485	126 439	242 494
Actifs financiers remboursés en totalité	(37 459)	(52 464)	(54 329)	(144 252)
Nouveaux actifs financiers créés	328 420	72 241	-	400 661
Radiations	-	-	(129 142)	(129 142)
Recouvrements	-	-	21 419	21 419
Variation des taux de change et autres	(27 570)	(34 950)	(2 133)	(64 653)
Solde au 31 mars 2021	395 895	715 515	414 290	1 525 700

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des variations de la valeur comptable brute, des changements du risque de crédit liés aux prêts existants et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les concentrations, par répartition géographique ainsi que par secteur d'activité, du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés sont illustrées dans les tableaux ci-dessous.

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 594 033 \$ au 30 septembre 2021 (925 222 \$ à taux fixe et 2 668 811 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 3,83 % sur les engagements relatifs aux prêts (3,89 % au 31 mars 2021).

Répartition géographique	30 septembre 2021		31 mars 2021	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	869 835	37 125	869 334	41 447
Île-du-Prince-Édouard	85 550	5 234	75 018	7 742
Nouvelle-Écosse	691 146	38 482	724 909	35 060
Nouveau-Brunswick	532 076	37 949	520 292	40 245
Québec	10 435 887	1 310 987	10 253 238	928 116
Ontario	9 131 408	971 390	9 038 576	821 886
Manitoba	902 828	90 582	861 037	81 165
Saskatchewan	904 628	69 200	865 988	65 576
Alberta	4 757 215	482 297	4 666 837	498 183
Colombie-Britannique	4 713 582	529 856	4 363 207	528 237
Yukon	118 057	6 557	115 611	1 155
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	81 063	14 374	77 134	16 227
Total des prêts en cours⁽¹⁾	33 223 275	3 594 033	32 431 181	3 065 039

Répartition par secteur d'activités	30 septembre 2021		31 mars 2021	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	7 172 981	870 394	7 047 791	788 282
Commerce de gros et de détail	6 427 131	823 206	6 221 719	570 210
Industries de services	5 159 707	509 064	4 976 814	460 518
Tourisme	3 699 120	151 737	3 742 182	156 433
Immeubles commerciaux	3 389 687	221 104	3 290 244	151 264
Construction	2 925 202	402 244	2 843 645	356 322
Transport et entreposage	2 001 919	234 402	1 889 402	206 829
Ressources	1 341 961	205 890	1 340 224	231 612
Autres	1 105 567	175 992	1 079 160	143 569
Total des prêts en cours⁽¹⁾	33 223 275	3 594 033	32 431 181	3 065 039

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2021, les engagements relatifs aux prêts incluaient des montants de 3 558 964 \$ dans le secteur Financement et de 35 069 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (2 870 540 \$ et 194 499 \$, respectivement, au 31 mars 2021).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2021	57 007	24 161	-	81 168
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	5 112	(5 112)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(6 291)	6 291	-	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	-	-	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(10 884)	2 523	-	(8 361)
Augmentation (diminution) nette des engagements	9 691	(17 176)	-	(7 485)
Variation des taux de change et autres	(42)	(117)	-	(159)
Solde au 30 septembre 2021	54 593	10 570	-	65 163

	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	41 778	25 281	-	67 059
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	13 817	(13 817)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(35 229)	35 229	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	11 911	21 834	-	33 745
Augmentation (diminution) nette des engagements	26 381	(43 124)	-	(16 743)
Variation des taux de change et autres	(1 651)	(1 242)	-	(2 893)
Solde au 31 mars 2021	57 007	24 161	-	81 168

⁽¹⁾ Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les engagements du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

⁽²⁾ Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des changements dans les montants des engagements, des changements dans le risque de crédit et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.

7.

Titres adossés à des créances mobilières

Le tableau qui suit résume les titres adossés à des créances mobilières (TACM) selon le classement des instruments financiers. Aucun TACM n'avait subi de perte de valeur au 30 septembre 2021 ni au 31 mars 2021. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'avait été comptabilisée au 30 septembre 2021 ni au 31 mars 2021 pour les montants déboursés et non déboursés sur les TACM à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

	30 septembre 2021	31 mars 2021
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Montant nominal	847 251	711 884
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	6 035	11 362
Valeur comptable	853 286	723 246
Rendement	1.91%	2.27%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	11 059	9 863
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	136	213
Valeur comptable	11 195	10 076
Rendement	6.81%	7.01%
Titres adossés à des créances mobilières	864 481	733 322

Les montants engagés à l'égard des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 537 356 \$ au 30 septembre 2021 (624 037 \$ au 31 mars 2021).



8.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 septembre 2021	132 932	1 011 680	421 790	1 566 402	1 704 880
Au 31 mars 2021	150 441	974 871	320 979	1 446 291	1 452 966

Les placements de financement subordonné ont un rang inférieur par rapport aux autres emprunts d'une société.

Concentrations des placements de financement subordonné et des engagements

Les concentrations des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par répartition géographique et par secteur d'activité sont illustrées dans les tableaux qui suivent.

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 172 283 \$ au 30 septembre 2021 (84 289 \$ à taux fixe et 87 994 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 8,35 % sur les engagements relatifs aux placements de financement subordonné (8,5 % au 31 mars 2021).

Répartition géographique	30 septembre 2021			31 mars 2021		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	15 049	21 890	7 375	16 371	21 563	7 525
Ile du Prince Edouard	6 381	6 588	-	9 669	10 300	-
Nouvelle-Écosse	23 022	23 922	2 000	46 832	27 049	4 000
Nouveau-Brunswick	17 636	17 538	-	15 979	15 657	-
Québec	657 548	521 409	36 436	489 770	450 753	26 656
Ontario	528 654	534 094	85 472	464 186	503 659	37 290
Manitoba	6 098	8 232	-	6 801	8 532	-
Saskatchewan	57 829	55 566	1 350	47 842	53 696	2 100
Alberta	193 684	219 216	25 350	158 724	193 422	27 550
Colombie-Britannique	197 416	156 380	14 300	194 661	159 453	7 750
Yukon	-	-	-	225	224	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 563	1 567	-	1 906	1 983	-
Placements de financement subordonné⁽¹⁾	1 704 880	1 566 402	172 283	1 452 966	1 446 291	112 871

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2021			31 mars 2021		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	632 795	548 424	34 757	478 654	490 121	17 723
Industries de services	449 492	392 234	47 621	411 798	389 167	37 145
Commerce de gros et de détail	195 753	179 375	17 376	190 786	177 140	10 750
Ressources	155 348	171 367	12 500	128 252	142 449	26 300
Industries de l'information	151 963	153 272	46 479	123 367	118 257	10 603
Construction	45 137	47 528	11 650	45 822	48 163	7 650
Transport et entreposage	49 311	50 718	1 900	36 751	47 578	2 700
Services éducatifs	8 572	8 446	-	12 638	12 417	-
Tourisme	7 297	8 618	-	6 288	9 980	-
Autres	9 212	6 420	-	18 610	11 019	-
Placements de financement subordonné⁽¹⁾	1 704 880	1 566 402	172 283	1 452 966	1 446 291	112 871

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2021, les engagements relatifs aux placements de financement subordonné incluaient des montants de 3 302 \$ dans le secteur Financement, de 107 196 \$ dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise, de 14 062 \$ dans le secteur Capital de risque, de 46 823 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital, et de 900 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (3 455 \$, 56 251 \$, 5 557 \$, 42 783 \$ et 4 825 \$, respectivement, au 31 mars 2021).



9.

Placements de capital de risque

BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque. Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	30 septembre 2021			31 mars 2021		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs	1 734 481	922 718	17 795	1 397 978	851 925	49 240
Placements indirects dans les fonds ⁽¹⁾	1 949 095	1 000 094	878 594	1 580 590	985 162	876 138
Placements de capital de risque ⁽²⁾	3 683 576	1 922 812	896 389	2 978 568	1 837 087	925 378

⁽¹⁾ Au 30 septembre 2021, BDC investissait dans 105 fonds par l'intermédiaire du secteur Capital de risque et dans 24 fonds par l'intermédiaire du secteur PIC (100 et 24 fonds, respectivement, au 31 mars 2021).

⁽²⁾ Au 30 septembre 2021, les engagements relatifs aux placements de capital de risque incluaient des montants de 510 014 \$ dans le secteur Capital de risque, de 380 882 \$ dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital, et de 5 493 \$ dans le secteur Programme d'accès au crédit (473 575 \$, 432 903 \$ et 18 900 \$, respectivement, au 31 mars 2021).

Concentrations du total des placements de capital de risque et des engagements

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2021			31 mars 2021		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Technologie de l'information	929 356	427 361	11 499	835 203	418 072	23 830
Communications	182 578	120 320	615	141 868	100 473	10 031
Industriel	121 434	60 774	-	42 238	40 013	2 400
Électronique	90 387	97 165	-	75 285	89 115	8 000
Biotechnologie et pharmacologie	67 215	61 480	4 232	63 498	58 480	4 232
Médecine et soins de santé	58 417	53 813	952	58 198	45 062	250
Énergie	29 242	20 582	497	29 209	20 582	497
Autres	255 852	81 223	-	152 479	80 128	-
Total des placements directs	1 734 481	922 718	17 795	1 397 978	851 925	49 240



10.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 septembre 2021, 119 469 000 actions ordinaires étaient en circulation (115 119 000 au 31 mars 2021).

Le 19 mai 2021, BDC a émis 3 850 000 actions ordinaires pour un produit en trésorerie de 385 millions de dollars, ce qui représente une injection de capitaux pour soutenir la division Technologies propres et l'Initiative de catalyse du capital de risque.

Le 12 juillet 2021, BDC a émis 500 000 actions ordinaires, ce qui représente une injection de capitaux de 50 millions de dollars pour soutenir le Fonds de croissance autochtone.

Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

La ministre des Finances a confirmé qu'à compter du 1^{er} octobre 2020, le total du capital versé, de tout surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres ne peut en aucun cas dépasser 20,0 milliards de dollars en vertu d'un amendement de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* de 1995.

Au cours du semestre terminé le 30 septembre 2021 et de l'exercice terminé le 31 mars 2021, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Le 5 mai 2020, le conseil d'administration a approuvé un nouveau cadre de gestion du capital pour s'assurer que la gestion du capital est efficace et alignée avec les lignes directrices des organismes de réglementation (BSIF/Bâle) et avec les autres institutions financières canadiennes. BDC s'efforce de faire évoluer continuellement ses techniques et mesures sur les normes de fonds propres afin de refléter les risques intrinsèques de la Banque tout en intégrant les pratiques exemplaires du secteur. Le nouveau cadre de gestion du capital intègre les changements apportés à la définition du capital disponible ainsi qu'à la quantification du capital requis. Le nouveau cadre est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Capital disponible

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont principalement trait à l'ajout des provisions collectives stipulé dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'approche standard.

Capital requis

Les modifications découlant du nouveau cadre de gestion du capital ont essentiellement trait à la suppression des réserves de capital (tests de tension et capital de risque), l'alignement sur les normes du secteur pour la note de solvabilité, l'ajustement de la définition de la fourchette opérationnelle et la mise à jour des modèles de capital économique validés par des tiers.



11.

Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Services-conseils, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Programmes incitatifs pour le capital (PIC) et Programme d'accès au crédit. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- Financement offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- Services-conseils offre des services-conseils par l'entremise de solutions variées à l'intention des petites comme des grandes entreprises, soutient les entreprises à impact élevé, et fournit du contenu éducatif en ligne gratuit et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- Capital de croissance et transfert d'entreprise offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres aux PME pour des projets de croissance et de transfert d'entreprise.
- Capital de risque comprend Capital de risque (CR), Investissement de croissance (IC) et Financement sur actifs de propriété intellectuelle (PI). Capital de risque offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. Le volet CR est axé principalement sur les entreprises à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement en capital de risque. Le volet IC fournit des investissements en capitaux propres pour soutenir la croissance de sociétés à fort potentiel au Canada. Alors que le premier Fonds d'investissements de croissance a atteint sa cible relativement au total des capitaux engagés de 250,0 millions de dollars, BDC lancera un fonds subséquent, le Fonds d'investissements de croissance II, lequel demeurera axé sur les entreprises de taille moyenne et visera un plus large éventail d'entreprises. Par l'intermédiaire de son fonds PI, BDC a lancé un fonds de 160,0 millions de dollars qui offre du financement plus ciblé aux entreprises riches en propriété intellectuelle. Il met l'accent sur des secteurs comme la fabrication de pointe, les médias et télécommunications, les technologies médicales et les soins de santé numériques, ainsi que les technologies de l'information. Les entreprises auront accès à du capital patient personnalisé qui reconnaît la propriété intellectuelle comme un actif essentiel qui doit être protégé et valorisé.
- Programmes incitatifs pour le capital (auparavant deux secteurs distincts : Programmes incitatifs pour le capital de risque et division Technologies propres) comprend le Plan d'action pour le capital de risque (PACR), l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), la division Technologies propres et le Fonds de croissance autochtone. Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral se chiffrant à 390,0 millions de dollars visant à accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire et directement dans des sociétés partout au Canada. Il appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. L'ICCR est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 450,0 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement. Au moyen d'une enveloppe de 600,0 millions de dollars qui lui a été confiée par le gouvernement fédéral, la division Technologies propres effectue des placements de financement subordonné et de

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses afin de contribuer à bâtir des entreprises canadiennes concurrentielles à l'échelle mondiale et qui soient commercialement viables.

- Programme d'accès au crédit : En collaboration avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, nous avons mis en place une série de mesures pour venir en aide aux entreprises canadiennes pendant la crise de la COVID-19. Ces mesures sont regroupées pour former le PAC afin de distinguer les initiatives du gouvernement de nos principales activités. Les initiatives prévoient des critères d'admissibilité assouplis afin d'assurer que nous répondions aux besoins urgents d'autant d'entreprises viables que possible. Elles comprennent le Programme de crédit aux entreprises qui est offert en collaboration avec des banques et des coopératives de crédit canadiennes, le Programme de crédit pour les secteurs très touchés, en vertu duquel les institutions financières fourniront des prêts allant jusqu'à 1 million de dollars, garantis à 100% par la BDC, ainsi que des mesures offertes directement par BDC.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le
30 septembre 2021

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	417 816	363 247	-	21 511	155	2 237	30 666
Charges d'intérêts	26 910	24 686	-	1 199	5	-	1 020
Produits d'intérêts nets	390 906	338 561	-	20 312	150	2 237	29 646
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	139 894	7	-	3 028	64 233	71 313	1 313
Produits de Services-conseils	6 459	-	6 459	-	-	-	-
Frais et autres produits	27 231	5 642	-	4 530	4 267	1 151	11 641
Produits nets	564 490	344 210	6 459	27 870	68 650	74 701	42 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(41 773)	5 419	-	-	-	-	(47 192)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	485 184	(3 979)	-	51 730	423 473	15 257	(1 297)
Profits (pertes) de change nets	35 011	3 222	-	(24)	30 230	1 279	304
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	222	222	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	1 043 134	349 094	6 459	79 576	522 353	91 237	(5 585)
Salaires et avantages du personnel	116 927	80 368	12 168	7 319	7 950	1 160	7 962
Locaux et équipement	10 316	7 616	829	486	618	114	653
Autres charges	36 478	26 762	3 799	832	2 506	215	2 364
Charges opérationnelles et administratives	163 721	114 746	16 796	8 637	11 074	1 489	10 979
Résultat (perte) net	879 413	234 348	(10 337)	70 939	511 279	89 748	(16 564)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	850 431	234 348	(10 337)	65 805	487 431	89 748	(16 564)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	28 982	-	-	5 134	23 848	-	-
Résultat (perte) net	879 413	234 348	(10 337)	70 939	511 279	89 748	(16 564)

Trimestre terminé le
30 septembre 2020

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	402 196	359 780	-	23 814	-	1 979	16 623
Charges d'intérêts	22 966	20 745	-	1 484	119	-	618
Produits (pertes) d'intérêts nets	379 230	339 035	-	22 330	(119)	1 979	16 005
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(10 628)	-	-	254	(10 882)	-	-
Produits de Services-conseils	4 227	-	4 227	-	-	-	-
Frais et autres produits	16 477	5 943	5	4 286	1 829	309	4 105
Produits nets	389 306	344 978	4 232	26 870	(9 172)	2 288	20 110
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(95 030)	(48 655)	-	-	-	-	(46 375)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	8 018	(3 929)	-	(37 119)	74 428	(25 344)	(18)
Profits (pertes) de change nets	(12 959)	(279)	-	(365)	(11 901)	(342)	(72)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	162	162	-	-	-	-	-
Résultat (pertes) avant charges opérationnelles et administratives	289 497	292 277	4 232	(10 614)	53 355	(23 398)	(26 355)
Salaires et avantages du personnel	107 603	51 764	11 959	7 211	6 295	889	29 485
Locaux et équipement	10 922	6 099	883	447	559	90	2 844
Autres charges	38 511	25 646	3 111	1 101	1 985	260	6 408
Charges opérationnelles et administratives	157 036	83 509	15 953	8 759	8 839	1 239	38 737
Résultat (perte) net	132 461	208 768	(11 721)	(19 373)	44 516	(24 637)	(65 092)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	131 515	208 768	(11 721)	(18 789)	42 986	(24 637)	(65 092)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	946	-	-	(584)	1 530	-	-
Résultat (perte) net	132 461	208 768	(11 721)	(19 373)	44 516	(24 637)	(65 092)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Semestre terminé le
30 septembre 2021

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	835 656	729 560	-	41 510	212	4 368	60 006
Charges d'intérêts	50 243	46 252	-	2 425	6	-	1 560
Produits d'intérêts nets	785 413	683 308	-	39 085	206	4 368	58 446
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	351 275	(222)	-	18 456	253 815	71 538	7 688
Produits de Services-conseils	13 457	-	13 457	-	-	-	-
Frais et autres produits	48 060	12 091	8	10 482	5 470	1 411	18 598
Produits nets	1 198 205	695 177	13 465	68 023	259 491	77 317	84 732
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	75 624	184 416	-	-	-	-	(108 792)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	733 733	(4 029)	-	34 348	489 176	219 387	(5 149)
Profits (pertes) de change nets	20 221	1 429	-	258	17 828	897	(191)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	578	578	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	2 028 361	877 571	13 465	102 629	766 495	297 601	(29 400)
Salaires et avantages du personnel	231 224	155 836	24 389	15 321	15 377	2 274	18 027
Locaux et équipement	20 125	14 614	1 630	925	1 192	291	1 473
Autres charges	72 280	53 388	7 624	1 719	4 647	396	4 506
Charges opérationnelles et administratives	323 629	223 838	33 643	17 965	21 216	2 961	24 006
Résultat (perte) net	1 704 732	653 733	(20 178)	84 664	745 279	294 640	(53 406)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	1 676 190	653 733	(20 178)	79 585	721 816	294 640	(53 406)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	28 542	-	-	5 079	23 463	-	-
Résultat (perte) net	1 704 732	653 733	(20 178)	84 664	745 279	294 640	(53 406)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 septembre, 2021							
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	31 955 752	28 867 280	-	-	-	-	3 088 472
Titres adossés à des créances mobilières	864 481	864 481	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 704 880	12 348	-	1 000 013	286 067	389 100	17 352
Placements de capital de risque	3 683 576	-	-	-	2 633 334	888 115	162 127
Portefeuille total	38 208 689	29 744 109	-	1 000 013	2 919 401	1 277 215	3 267 951

Semestre terminé le
30 septembre 2020

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital	Programme d'accès au crédit
Produits d'intérêts	787 346	718 542	-	43 703	-	3 571	21 530
Charges d'intérêts	49 478	45 497	-	2 966	186	-	829
Produits (pertes) d'intérêts nets	737 868	673 045	-	40 737	(186)	3 571	20 701
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	1 965	-	-	(3 554)	5 519	-	-
Produits de Services-conseils	8 284	-	8 284	-	-	-	-
Frais et autres produits	29 844	11 359	7	8 601	4 318	729	4 830
Produits nets	777 961	684 404	8 291	45 784	9 651	4 300	25 531
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues	(566 097)	(380 305)	-	-	-	-	(185 792)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	140 264	(4 488)	-	(38 541)	155 318	27 993	(18)
Profits (pertes) de change nets	(35 536)	(761)	-	(1 173)	(32 455)	(917)	(230)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	493	493	-	-	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	317 085	299 343	8 291	6 070	132 514	31 376	(160 509)
Salaires et avantages du personnel	220 376	101 623	19 720	12 979	11 635	1 671	72 748
Locaux et équipement	20 652	10 406	1 450	778	1 028	213	6 777
Autres charges	82 618	57 586	6 125	2 201	4 552	455	11 699
Charges opérationnelles et administratives	323 646	169 615	27 295	15 958	17 215	2 339	91 224
Résultat (perte) net	(6 561)	129 728	(19 004)	(9 888)	115 299	29 037	(251 733)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	(9 455)	129 728	(19 004)	(9 186)	111 703	29 037	(251 733)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	2 894	-	-	(702)	3 596	-	-
Résultat (perte) net	(6 561)	129 728	(19 004)	(9 888)	115 299	29 037	(251 733)
Portefeuille des secteurs d'activité au 30 septembre, 2020							
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues	29 784 306	27 446 853	-	-	-	-	2 337 453
Titres adossés à des créances mobilières	715 711	715 711	-	-	-	-	-
Placements de financement subordonné	1 300 000	17 017	-	918 160	165 318	186 113	13 392
Placements de capital de risque	2 038 607	-	-	-	1 497 548	474 615	66 444
Portefeuille total	33 838 624	28 179 581	-	918 160	1 662 866	660 728	2 417 289



12.

Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale et l'exposition réelle aux termes des garanties totalisaient 2,4 milliards de dollars au 30 septembre 2021 (294,6 millions de dollars au 31 mars 2021), et les durées actuelles doivent expirer dans un délai de 130 mois (120 mois au 31 mars 2021).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucuns honoraires n'ont été reçus initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 septembre 2021 et au 31 mars 2021 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	30 septembre 2021			
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2021	12 659	12 800	-	25 459
Dotation à la provision pour pertes de crédit attendues				
Transfert à l'Étape 1 ⁽¹⁾	23 658	(23 658)	-	-
Transfert à l'Étape 2 ⁽¹⁾	(10 819)	10 819	-	-
Transfert à l'Étape 3 ⁽¹⁾	(18)	(611)	629	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	(29 449)	19 520	(288)	(10 217)
Augmentation (diminution) nette des garanties de prêts	83 989	73 898	141	158 028
Solde au 30 septembre 2021	80 020	92 768	482	173 270

	31 mars 2021			
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2020	-	-	-	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues ⁽²⁾	62	61	-	123
Augmentation (diminution) nette des garanties de prêts	12 597	12 739	-	25 336
Solde au 31 mars 2021	12 659	12 800	-	25 459

(1) Représente la variation cumulative de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues sur les garanties de prêts du mois précédent en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

(2) Comprend la réévaluation nette de la correction de valeur à la suite d'un transfert d'une étape à l'autre, des variations des montants de garanties, des changements du risque de crédit et des changements des données des modèles et des hypothèses, y compris les variables macroéconomiques prospectives.



13.

Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2021, BDC avait 13 875,0 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 5 190,5 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances (13 336,4 millions de dollars de billets à court terme et 4 908,6 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2021).

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2021, BDC a enregistré des charges d'intérêts respectivement de 23,3 millions de dollars et 43,9 millions de dollars relatives aux emprunts auprès de la ministre des Finances, comparativement à respectivement 23,0 millions de dollars et 50,8 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

De plus, un emprunt de 50,0 millions de dollars a été racheté auprès de la ministre des Finances au cours des six premiers mois de l'exercice 2022, ce qui n'a pas engendré de profit ou de perte au cours des six premiers mois de l'exercice 2022 (un emprunt de 5 305,0 millions de dollars a été racheté au cours de la période correspondante de l'exercice précédent).

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

14.

Informations comparatives

BDC a apporté des changements à sa structure de présentation de l'information financière afin de l'harmoniser aux services qu'elle offre, ce qui s'est traduit de la façon suivante :

- Les portefeuilles et résultats connexes d'Investissements de croissance et de Financement sur actifs de propriété intellectuelle, auparavant présentés dans le secteur Capital de croissance et transfert d'entreprise, ont été transférés dans le secteur Capital de risque;
- Les portefeuilles et résultats connexes de la division Technologies propres ont été transférés dans le secteur Programmes incitatifs pour le capital, et la division Technologies propres a été éliminée;
- Le secteur Programmes incitatifs pour le capital de risque a été renommé Programmes incitatifs pour le capital.

Ces changements n'ont eu d'incidence que sur les résultats et les portefeuilles de placements des secteurs Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Programmes incitatifs pour le capital et division Technologies propres, tel que présenté à la note 11, *Informations sectorielles*. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur l'état consolidé des résultats, ni sur l'état consolidé de la situation financière.

BDC a préparé ses états financiers consolidés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2021, y compris les informations comparatives au 30 septembre 2020, conformément à la nouvelle structure interne de présentation de l'information financière.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux qui suivent résument l'incidence des changements susmentionnés sur les secteurs à présenter au 30 septembre 2020 :

Lignes d'affaires	Trimestre terminé le 30 septembre 2020	Incidence du reclassement des secteurs	Trimestre terminé le 30 septembre 2020 reclassé
Capital de croissance et transfert d'entreprise			
Produits d'intérêts	23 814	-	23 814
Charges d'intérêts	1 603	(119)	1 484
Produits d'intérêts nets	22 211	119	22 330
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	11 054	(10 800)	254
Frais et autres produits	4 425	(139)	4 286
Produits (pertes) nets	37 690	(10 820)	26 870
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(23 557)	(13 562)	(37 119)
Profits (pertes) de change nets	(426)	61	(365)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	13 707	(24 321)	(10 614)
Salaires et avantages du personnel	8 317	(1 106)	7 211
Locaux et équipement	498	(51)	447
Autres charges	1 110	(9)	1 101
Charges opérationnelles et administratives	9 925	(1 166)	8 759
Résultat (perte) net	3 782	(23 155)	(19 373)
Capital de risque			
Produits d'intérêts	-	-	-
Charges d'intérêts	-	119	119
Produits (pertes) d'intérêts nets	-	(119)	(119)
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(21 682)	10 800	(10 882)
Frais et autres produits	1 690	139	1 829
Produits (pertes) nets	(19 992)	10 820	(9 172)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	60 866	13 562	74 428
Profits (pertes) de change nets	(11 840)	(61)	(11 901)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	29 034	24 321	53 355
Salaires et avantages du personnel	5 189	1 106	6 295
Locaux et équipement	508	51	559
Autres charges	1 976	9	1 985
Charges opérationnelles et administratives	7 673	1 166	8 839
Résultat net	21 361	23 155	44 516
Division Technologies propres			
Produits d'intérêts	1 979	(1 979)	-
Charges d'intérêts	-	-	-
Produits (pertes) d'intérêts nets	1 979	(1 979)	-
Frais et autres produits	230	(230)	-
Produits (pertes) nets	2 209	(2 209)	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(5 771)	5 771	-
Profits (pertes) de change nets	(64)	64	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(3 626)	3 626	-
Salaires et avantages du personnel	736	(736)	-
Locaux et équipement	54	(54)	-
Autres charges	94	(94)	-
Charges opérationnelles et administratives	884	(884)	-
Résultat (perte) net	(4 510)	4 510	-
Programmes incitatifs pour le capital			
Produits d'intérêts	-	1 979	1 979
Charges d'intérêts	-	-	-
Produits d'intérêts nets	-	1 979	1 979
Frais et autres produits	79	230	309
Produits nets	79	2 209	2 288
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(19 573)	(5 771)	(25 344)
Profits (pertes) de change nets	(278)	(64)	(342)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	(19 772)	(3 626)	(23 398)
Salaires et avantages du personnel	153	736	889
Locaux et équipement	36	54	90
Autres charges	166	94	260
Charges opérationnelles et administratives	355	884	1 239
Résultat (perte) net	(20 127)	(4 510)	(24 637)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Lignes d'affaires	Semestre terminé le 30 septembre 2020	Incidence du reclassement des secteurs	Semestre terminé le 30 septembre 2020 reclassé
Capital de croissance et transfert d'entreprise			
Produits d'intérêts	43 703	-	43 703
Charges d'intérêts	3 152	(186)	2 966
Produits d'intérêts nets	40 551	186	40 737
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	7 246	(10 800)	(3 554)
Frais et autres produits	11 224	(2 623)	8 601
Produits (pertes) nets	59 021	(13 237)	45 784
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(24 979)	(13 562)	(38 541)
Profits (pertes) de change nets	(1 234)	61	(1 173)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	32 808	(26 738)	6 070
Salaires et avantages du personnel	14 692	(1 713)	12 979
Locaux et équipement	880	(102)	778
Autres charges	2 215	(14)	2 201
Charges opérationnelles et administratives	17 787	(1 829)	15 958
Résultat (perte) net	15 021	(24 909)	(9 888)
Portefeuille du secteur d'activité	1 083 478	(165 318)	918 160
Capital de risque			
Produits d'intérêts	-	-	-
Charges d'intérêts	-	186	186
Produits (pertes) d'intérêts nets	-	(186)	(186)
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(5 281)	10 800	5 519
Frais et autres produits	1 695	2 623	4 318
Produits (pertes) nets	(3 586)	13 237	9 651
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	141 756	13 562	155 318
Profits (pertes) de change nets	(32 394)	(61)	(32 455)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	105 776	26 738	132 514
Salaires et avantages du personnel	9 922	1 713	11 635
Locaux et équipement	926	102	1 028
Autres charges	4 538	14	4 552
Charges opérationnelles et administratives	15 386	1 829	17 215
Résultat net	90 390	24 909	115 299
Portefeuille du secteur d'activité	1 497 548	165 318	1 662 866
Division Technologies propres			
Produits d'intérêts	3 571	(3 571)	-
Charges d'intérêts	-	-	-
Produits (pertes) d'intérêts nets	3 571	(3 571)	-
Frais et autres produits	567	(567)	-
Produits (pertes) nets	4 138	(4 138)	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(192)	192	-
Profits (pertes) de change nets	(229)	229	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	3 717	(3 717)	-
Salaires et avantages du personnel	1 405	(1 405)	-
Locaux et équipement	156	(156)	-
Autres charges	191	(191)	-
Charges opérationnelles et administratives	1 752	(1 752)	-
Résultat (perte) net	1 965	(1 965)	-
Portefeuille du secteur d'activité	191 289	(191 289)	-
Programmes incitatifs pour le capital			
Produits d'intérêts	-	3 571	3 571
Charges d'intérêts	-	-	-
Produits d'intérêts nets	-	3 571	3 571
Frais et autres produits	162	567	729
Produits nets	162	4 138	4 300
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	28 185	(192)	27 993
Profits (pertes) de change nets	(688)	(229)	(917)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	27 659	3 717	31 376
Salaires et avantages du personnel	266	1 405	1 671
Locaux et équipement	57	156	213
Autres charges	264	191	455
Charges opérationnelles et administratives	587	1 752	2 339
Résultat net	27 072	1 965	29 037
Portefeuille du secteur d'activité	469 439	191 289	660 728



15.

Incertitudes liées à la COVID-19

L'écllosion d'une nouvelle forme très contagieuse du coronavirus (la « COVID-19 »), que l'Organisation mondiale de la Santé a qualifiée de pandémie, a provoqué la mise en place de nombreuses mesures de confinement et d'autres mesures de distanciation physique par les gouvernements, a eu des répercussions négatives sur l'activité commerciale mondiale et a contribué à la volatilité importante ainsi qu'au déclin des marchés financiers mondiaux. Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC établis au 30 septembre 2021 reflètent les incidences découlant de la COVID-19 dans la mesure où elles sont connues à la date de présentation de l'information financière.



Banque de développement du Canada

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

T 1 877 BDC-BANX (232-2269)

F 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez www.bdc.ca.

 BDC

 BDC_ca

 BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC